



## AFRICAPOLIS

### II. L'URBANISATION EN AFRIQUE CENTRALE ET ORIENTALE

#### FICHE PAYS

# République du Kenya

Dominique Harre  
François Moriconi-Ebrard  
Hervé Gazel

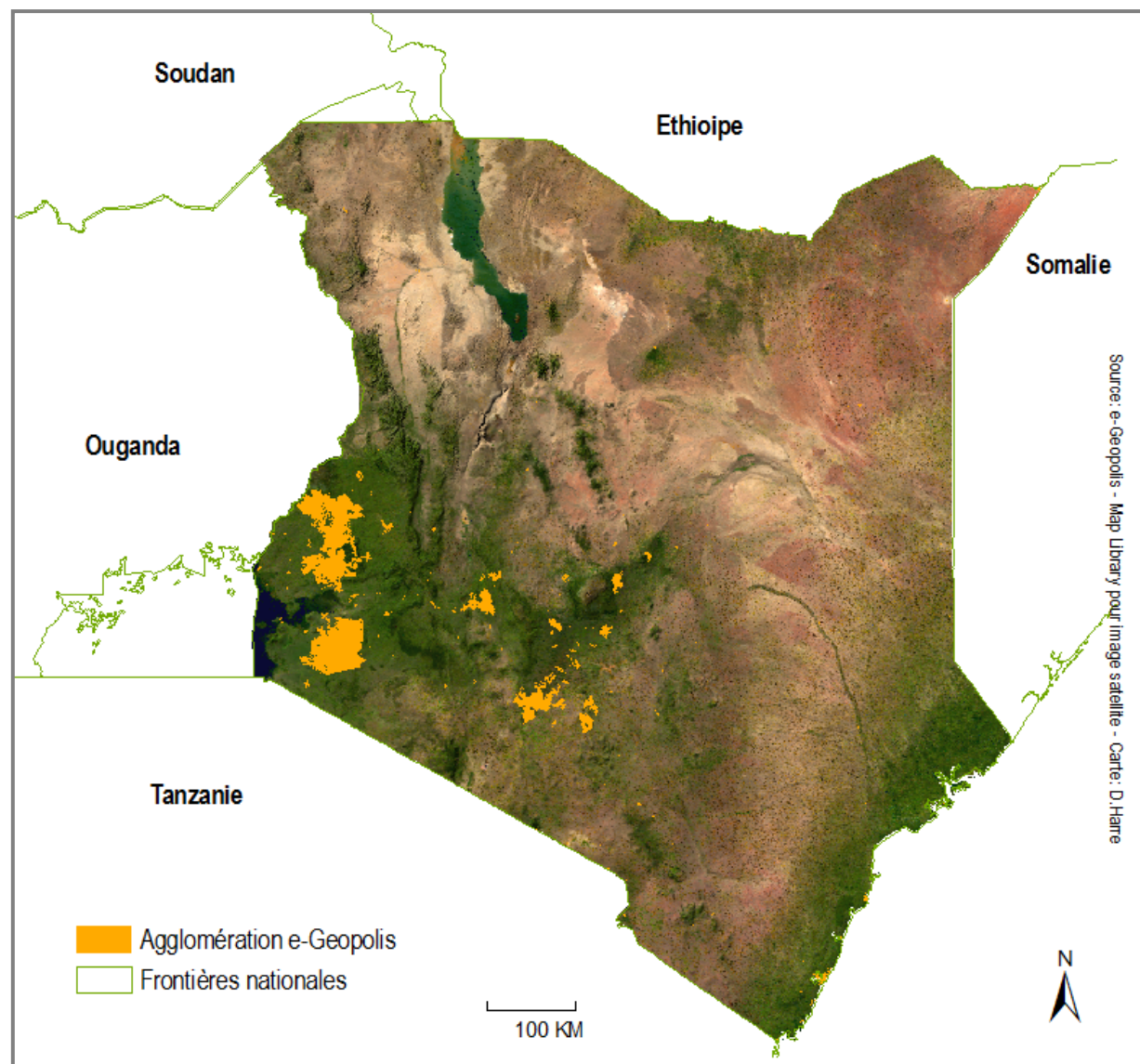
Le Rapport général de l'étude « *Africapolis II, L'urbanisation en Afrique centrale et orientale* », Hervé Gazel, Dominique Harre, François Moriconi-Ebrard, Agence Française de Développement (AFD) / e-Geopolis, novembre 2010, et l'ensemble des 19 Fiches Pays sont consultables sur le site Internet de l'AFD et sur celui du programme de recherche e-Geopolis.  
Un résumé du Rapport général est annexé à cette Fiche pays.

## TABLE DES MATIERES

<b>LES AGGLOMERATIONS E-GEOPOLIS .....</b>	<b>3</b>
<b>MODULE 1 – LES DYNAMIQUES URBAINES AU KENYA .....</b>	<b>4</b>
Synthèse : Les conurbations du futur .....	4
Les grands indicateurs .....	5
les faits marquants .....	6
Effet de la distribution du peuplement et des formes d’habitat .....	6
Conurbations et aires urbaines officielles .....	8
Le contenu administratif des conurbations .....	10
Conséquences des conurbations sur les dynamiques urbaines .....	12
Le réseau urbain .....	14
La hiérarchie des agglomérations .....	14
Taille et population des agglomérations .....	15
Un réseau pérenne de petites et moyennes agglomérations .....	16
Les agglomérations issues des camps de réfugiés .....	19
Evolution du semis des agglomérations, 1960-2020 .....	21
<b>II – MODULE III : SOURCES DEMOGRAPHIQUES, DECOUPAGES TERRITORIAUX ET MESURE OFFICIELLE DE L’URBAIN .....</b>	<b>25</b>
Les sources démographiques .....	25
Les divisions territoriales .....	27
Les unités de peuplement .....	29
Les sources officielles de l’urbain .....	29
Repères historiques et économiques .....	31
<b>MODULE III – REFERENCES.....</b>	<b>33</b>
Références bibliographiques.....	33
Lexique.....	34
Liste des cartes, graphiques et tableaux.....	35
Annexe 1 : Liste des agglomérations, 1950-2020 .....	36
Annexe 2 : Diffusion des données Africapolis : tableaux et geo-visualisation .....	41
Annexe 3 : Résumé de l’étude - Version définitive 01/11/2010.....	43

## LES AGGLOMERATIONS E-GEOPOLIS

*Carte 1 : Les taches urbaines formées par les agglomérations e-Geopolis*

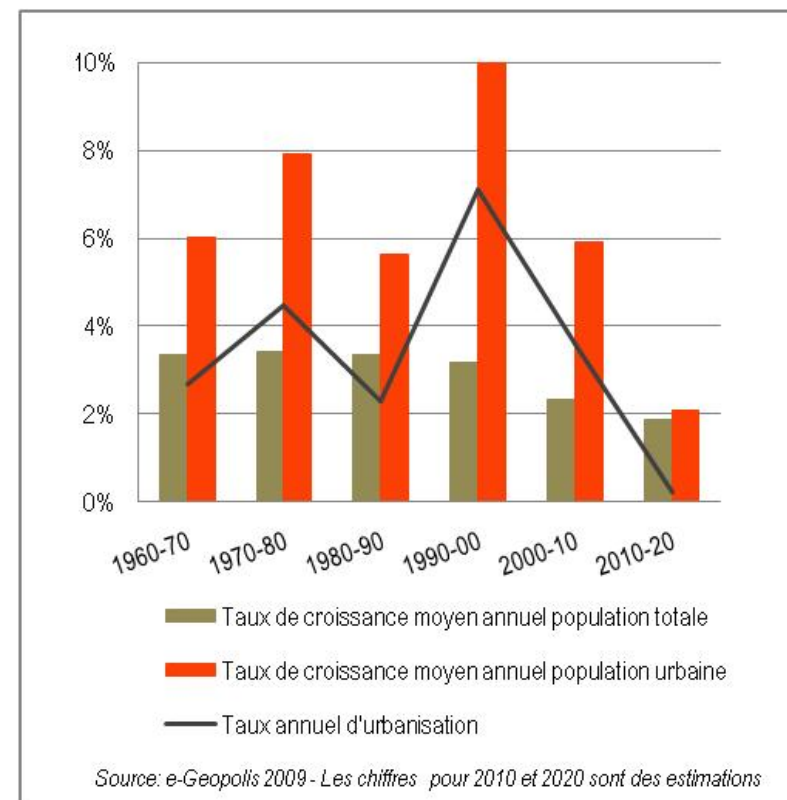


### SYNTHESE : LES CONURBATIONS DU FUTUR

Le Kenya est aujourd'hui parmi les pays les plus urbanisés du continent africain, avec un taux d'urbanisation qui passe de 7% en 1960 à 45% en 2010 et une progression annuelle moyenne de la population urbaine nettement supérieure à la croissance démographique depuis 1970 (Graphique 1). Toutefois, cette croissance s'explique différemment selon la période considérée. Ainsi, le bond en avant de la décade 1990 - 2000, est notamment attribuable à l'élargissement des périmètres officiels d'un certain nombre de centres urbains ainsi qu'au doublement de la population de Nairobi. Entre 2000 et 2010, la croissance urbaine provient surtout de l'émergence de deux larges conurbations autour de Kisumu et de Kisii, dans l'ouest du pays.

Ces conurbations caractérisent bien les évolutions les plus récentes du système urbain kenyan mises en évidence par cette étude, à savoir que les dynamiques urbaines régionales demeurent contrastées et liées aux formes de peuplement. Historiquement, la croissance des grands centres urbains - et la distribution spatiale de la population - provient de la forte polarisation des activités administratives et économiques en faveur des régions du sud-ouest, une polarisation qui subsiste aujourd'hui et semble donc se renforcer. L'effet immédiat sur le réseau urbain a été le déplacement de la bicéphalie au détriment de Mombasa, remplacée par la 'Western conurbation'.

Le Kenya est également un pays de petites et moyennes villes dont le développement a été favorisé par les politiques de développement rural des années 1970-1980. Ces agglomérations, présentes sur l'ensemble du territoire, constituent le principal élément structurant du réseau urbain dans les immenses provinces très peu peuplées de la partie Est du pays (Rift Valley, Eastern, North Eastern).



Graphique 1: Taux annuel d'urbanisation au Kenya, 1960-2020

## LES GRANDS INDICATEURS

Tableau 1 : Les grands indicateurs urbains du Kenya, 1960-2020

	1960	1970	1980	1990	2000	2010e	2020e
Densité moyenne	14	19	27	37	51	64	77
Population urbaine totale	540 947	972 132	2 083 381	3 605 629	9 605 075	17 079 358	21 002 246
Taux d'urbanisation	6.68%	8.63%	13.19%	16.41%	31.01%	45.27%	46.21%
Nombre d'agglomérations	6	11	25	48	127	117	124
Population métropolitaine observée	308 150	496 864	924 779	1 446 042	3 213 508	5 136 953	6 079 780
Population métropolitaine prédite	308 150	496 864	924 779	1 446 042	4 156 565	5 136 953	6 079 780
Indice de primatie	1.83	2.09	2.46	2.90	4.25	1.13	1.20

Source : e-Geopolis 2010

Notes:

- Les données 2010 et 2010 sont des prévisions basées sur les tendances passées
- Densité : il s'agit de la densité moyenne calculée sur la population totale
- Pop. métropolitaine prédite =  $6.55 * \text{Pop. Urbaine}^{0.815}$  (Loi de la Métropolisation; Moriconi-Ebrard 1993)
- Indice de Primatie : population de la première agglomération divisée par la population de la seconde agglomération

**Superficies agglomérées** : 10 740 km<sup>2</sup> soit 2 % du territoire

## LES FAITS MARQUANTS

### Effet de la distribution du peuplement et des formes d'habitat

La distribution du peuplement au Kenya, comme dans le reste de l'Afrique de l'Est, a été analysée en détail dans la littérature traitant de la géographie ou des sciences politiques de la région (Boumard 1988, Chrétien 2000). Il en ressort quelques hypothèses sur les éléments ayant eu une influence sur les dynamiques urbaines récentes:

- Les densités de population sont très contrastées. Ces densités sont elles mêmes expliquées par la combinaison de plusieurs facteurs, en particulier: l'environnement naturel, les potentialités agricoles et l'effet durable des politiques coloniales d'administration des territoires. Ces politiques coloniales ont en effet créé de nombreuses réserves de population et de réserves naturelles dont le statut les transforme en espaces 'interdits'. Les parcs et les espaces naturels protégés représentent encore aujourd'hui près de 10% de la superficie totale du pays.
- Les foyers de population sont anciens. En 1962, les densités des zones rurales de Kiambu et North Nyanza étaient déjà supérieures à 1500 par square mile et 65% de la population classée africaine occupait 9% du territoire terrestre (Census Report 1962).
- L'habitat est traditionnellement dispersé dans certaines régions (Kikuyu).
- Les politiques de population ont eu des effets directs. Outre un effet d'ensemble sur les densités, les politiques de population ont eu des conséquences plus locales sur l'émergence ou le renforcement des petits et moyens centres (*cf. infra* Le réseau urbain).

En dépit de la réduction des disparités des densités rurales, notamment par la colonisation des domaines réservés européens et africains redistribués après l'indépendance du pays sous forme de lotissements agricoles, les grands foyers de peuplement apparaissent nettement. Sur la Carte 2 page suivante, construite à partir des données démographiques du recensement de 1999 à l'échelle de la plus petite division administrative, la *sublocation*<sup>1</sup>, les parcs et réserves naturelles, laissées en blanc/gris, marquent bien – en négatif - les limites du territoire ne souffrant pas d'un interdit spatial.

Les dynamiques urbaines les plus fortes – depuis une dizaine d'années environ – mises en évidence par cette étude ont pris la forme de deux conurbations de très grande taille, Nyanza et 'Western Conurbation', qui se sont constituées dans les régions à la fois les plus urbanisées et présentant les densités de population les plus élevées du pays. Bien que l'étalement des agglomérations à partir d'un centre soit pris en compte dans les statistiques nationales qui considèrent les catégories *municipalities* et *town councils* comme urbaines (*cf infra* Module II), Ces conurbations sont beaucoup plus étendues que les aires urbaines officielles (*cf infra* Cartes 3 et 4). Fortes de plusieurs millions d'habitants, elles s'étendent sur plusieurs *municipalities*, districts, et deux provinces dans le cas de la Western Conurbation (*cf infra* Cartes 5 et 6).

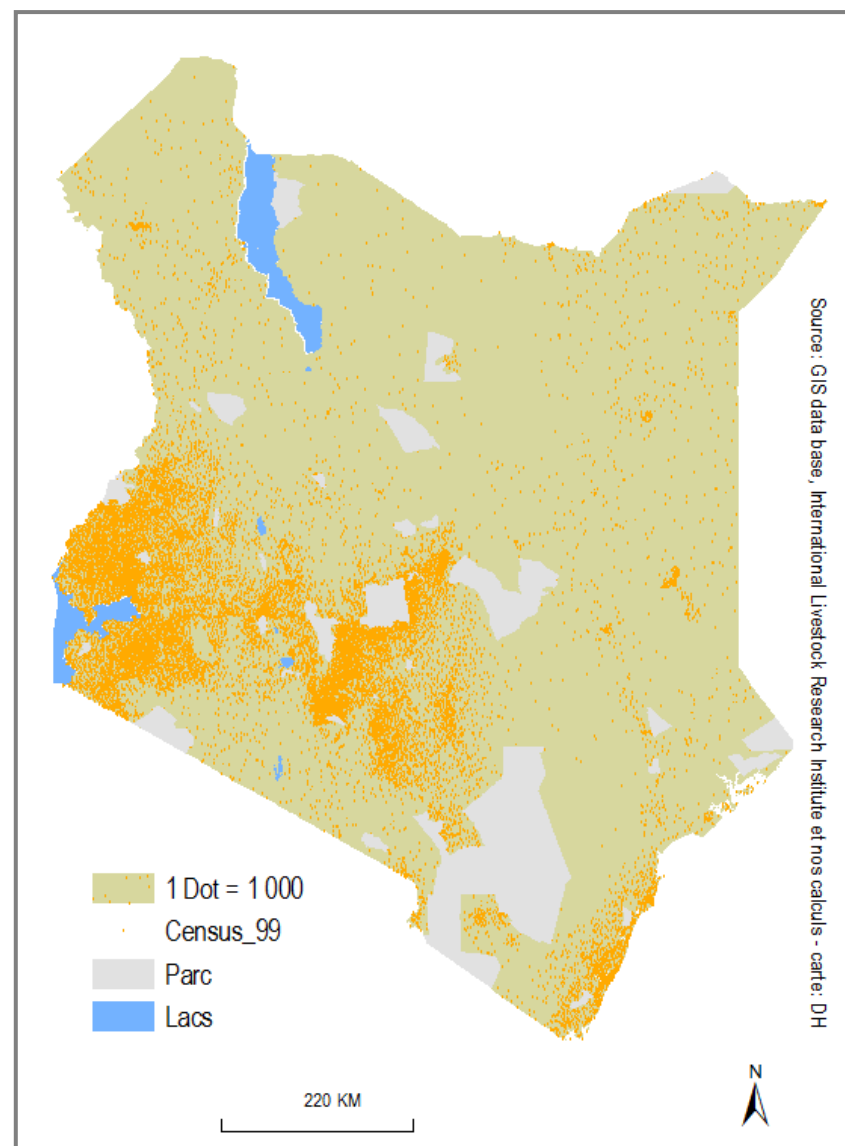
**Le cas de Nairobi :** en dépit de l'élargissement de son emprise spatiale jusqu'à l'absorption des centres secondaires de Ruiru et Jija, Nairobi n'est pas considéré comme une conurbation car elle dispose d'un véritable centre.

<sup>1</sup> Il n'a pas été possible de calculer les densités rurales e-Geopolis à partir de ce niveau administratif fin.

<sup>12</sup> Définition de l'INSEE : 'Une conurbation est une agglomération formée par la réunion de plusieurs centres urbains initialement séparés par des espaces ruraux.'

*Carte 2 : Les densités de population au Kenya, 1999*

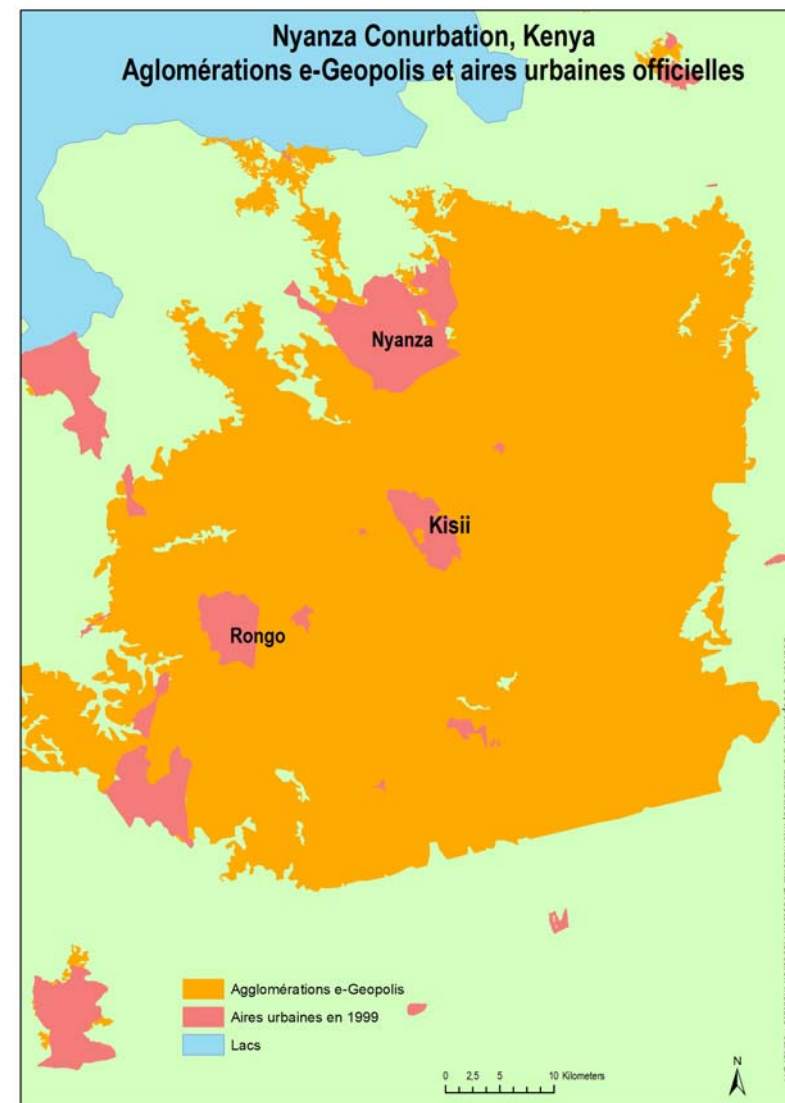
Points de densité (1 point = 1000 habitants au recensement de 1999) calculés à l'échelle des 6612 *sub-locations*.



## Conurbations et aires urbaines officielles

Carte 3 : Périmètre de la conurbation de Nyanza

*Note : le décalage entre les dates de référence des données (mi-2000 pour les taches urbaines et 1999 pour les zones d'énumération du recensement classées urbaines) réduit probablement les aires urbaines officielles.*

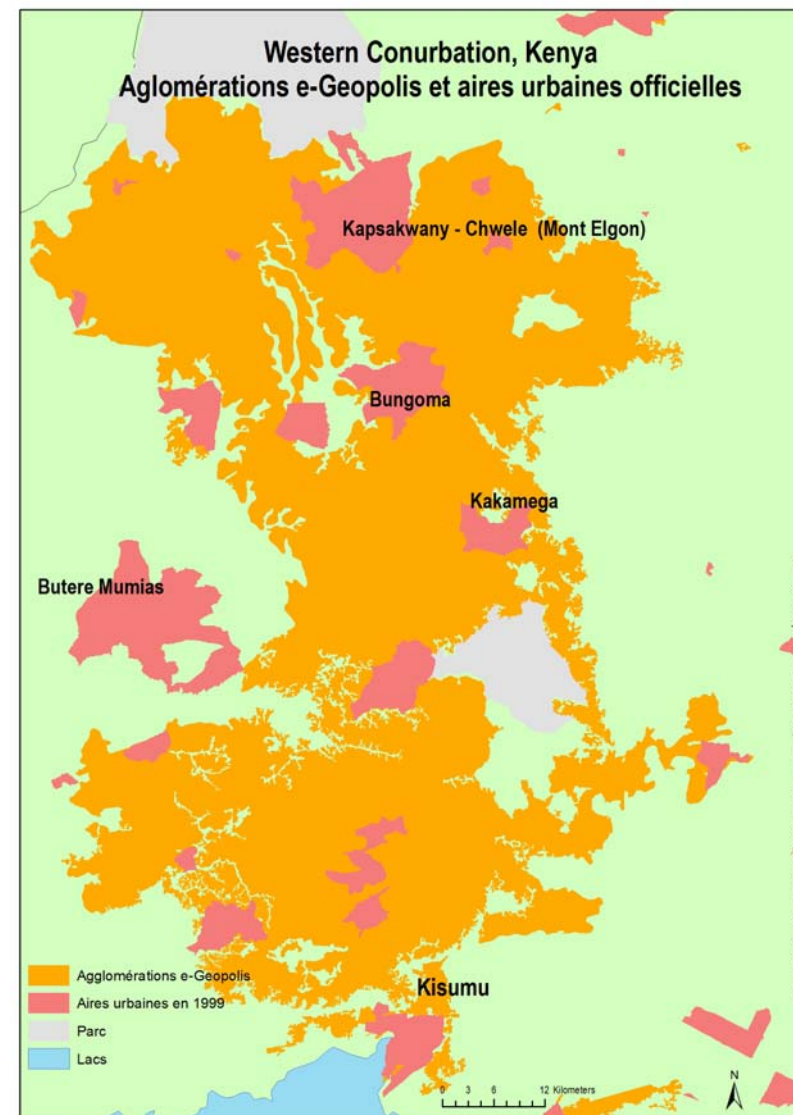


Note : nous remercions l'ILRI, International Livestock Research Institute, à Nairobi, pour la cartographie des aires urbaines officielles du Kenya en 1999.



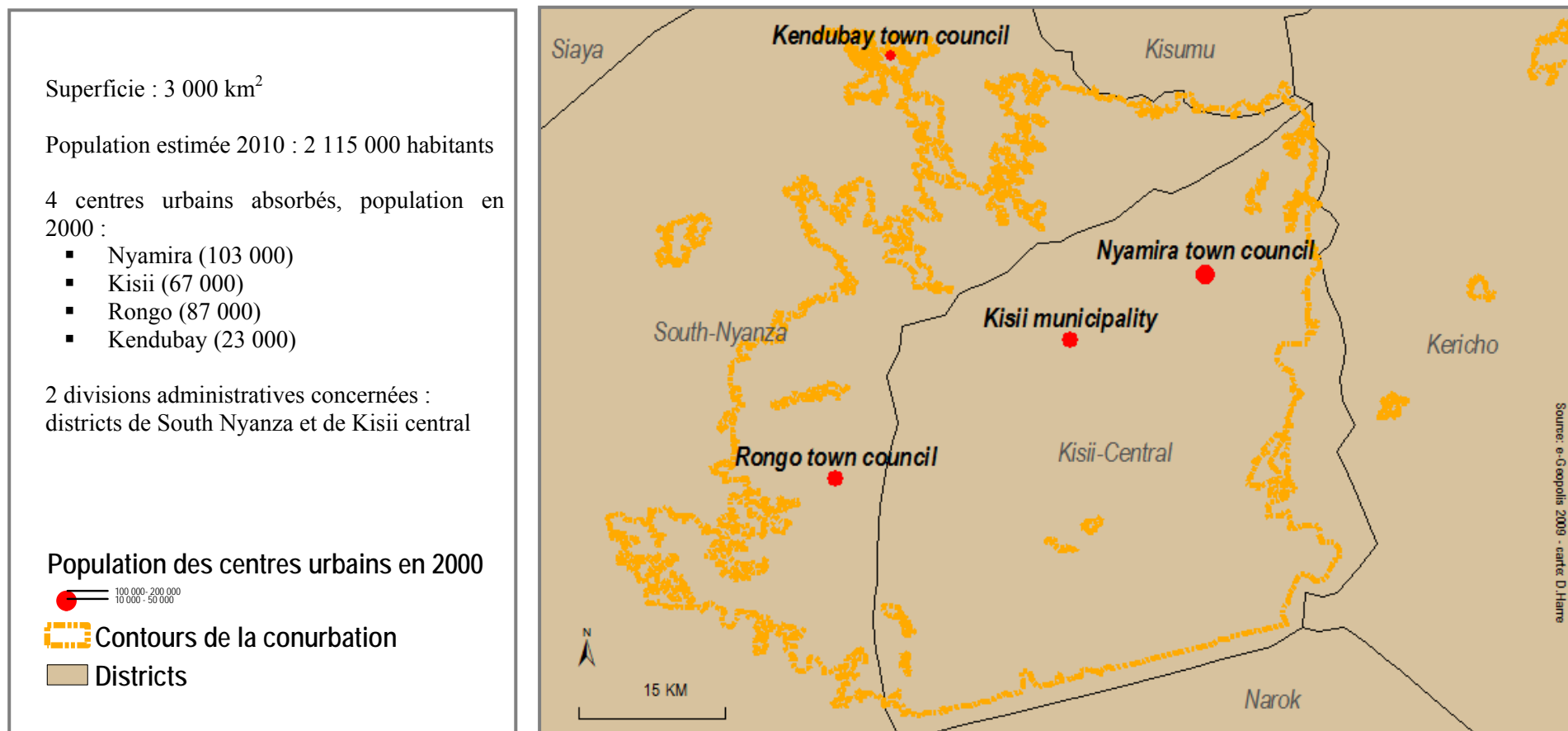
Carte4 : Périmètre de la 'Western conurbation', Kenya

*Note : le décalage entre les dates de référence des données (mi-2000 pour les taches urbaines et 1999 pour les zones d'énumération du recensement classées urbaines) réduit probablement les aires urbaines officielles.*



## Le contenu administratif des conurbations

Carte 5 : Les centres urbains absorbés par la conurbation de Nyanza



Carte 6 : Les centres urbains absorbés par la 'Western conurbation'

Superficie : 4 200 km<sup>2</sup>

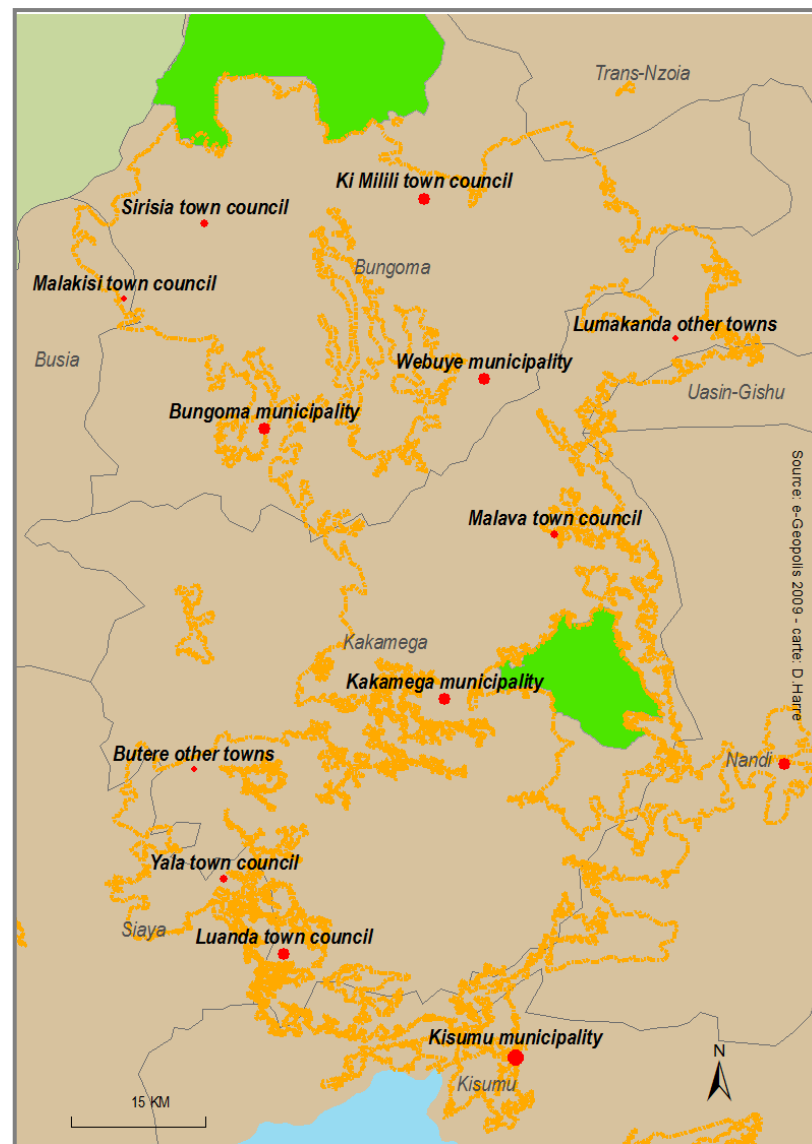
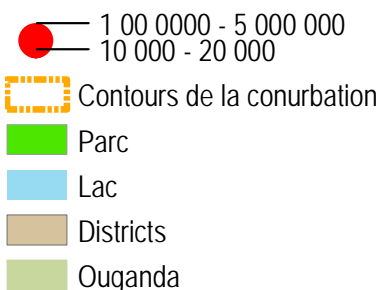
Population estimée 2010 : 3 932 000 habitants

13 centres urbains absorbés, population en 2000 :

- Kisumu (332 000)
- Luanda (68 000)
- Butere (10 100)
- Kapsabet (50 200)
- Bungoma (75 000)
- Webuye (72 000)
- Lumakanda (12 000)
- Kimilili (74 000)
- Sirisia (24 000)
- MalaKisi (12 000)
- Yala (41 000)

5 divisions administratives concernées : districts de Kakamega, Bungoma, Kisumu, Nandi et Siaya

Population des centres urbains en 2000



## Conséquences des conurbations sur les dynamiques urbaines

Une conurbation se définit par l'hétérogénéité de ses composants<sup>2</sup> qui conservent leurs caractéristiques morphologiques et économiques. En ce sens, contrairement à beaucoup de conurbations formées dans les pays développées, celles du Kenya se constituent par densification d'espaces considérés ruraux parce qu'ils sont agricoles. Les espaces non agglomérés- les vides dans les interstices non agglomérés - correspondent aux parcs et réserves naturelles et à quelques zones agricoles mécanisées à grande échelle. La polarisation du réseau urbain qui découle de la formation de ces deux conurbations est-il une conséquence ou bien une condition de la polarisation de la croissance économique (le 'Kenya utile' d'un certain nombre de travaux) ? La réponse à cette question qui exigerait de documenter ces grandes agglomérations de population (composition socio-économique, part des activités agricoles, intégration de l'espace par la mobilité etc..) pour les caractériser de manière approfondie, sort du cadre de cette étude.

La première conséquence de l'émergence des conurbations sur les dynamiques urbaines est une progression par 'sauts' de l'urbanisation dans les régions de forte densité rurale. Dans ces formes de peuplement, il faut souligner que la définition e-Geopolis, au contraire d'une définition basée sur la densité, induit une forte relation entre le taux de croissance de la population et la croissance urbaine.

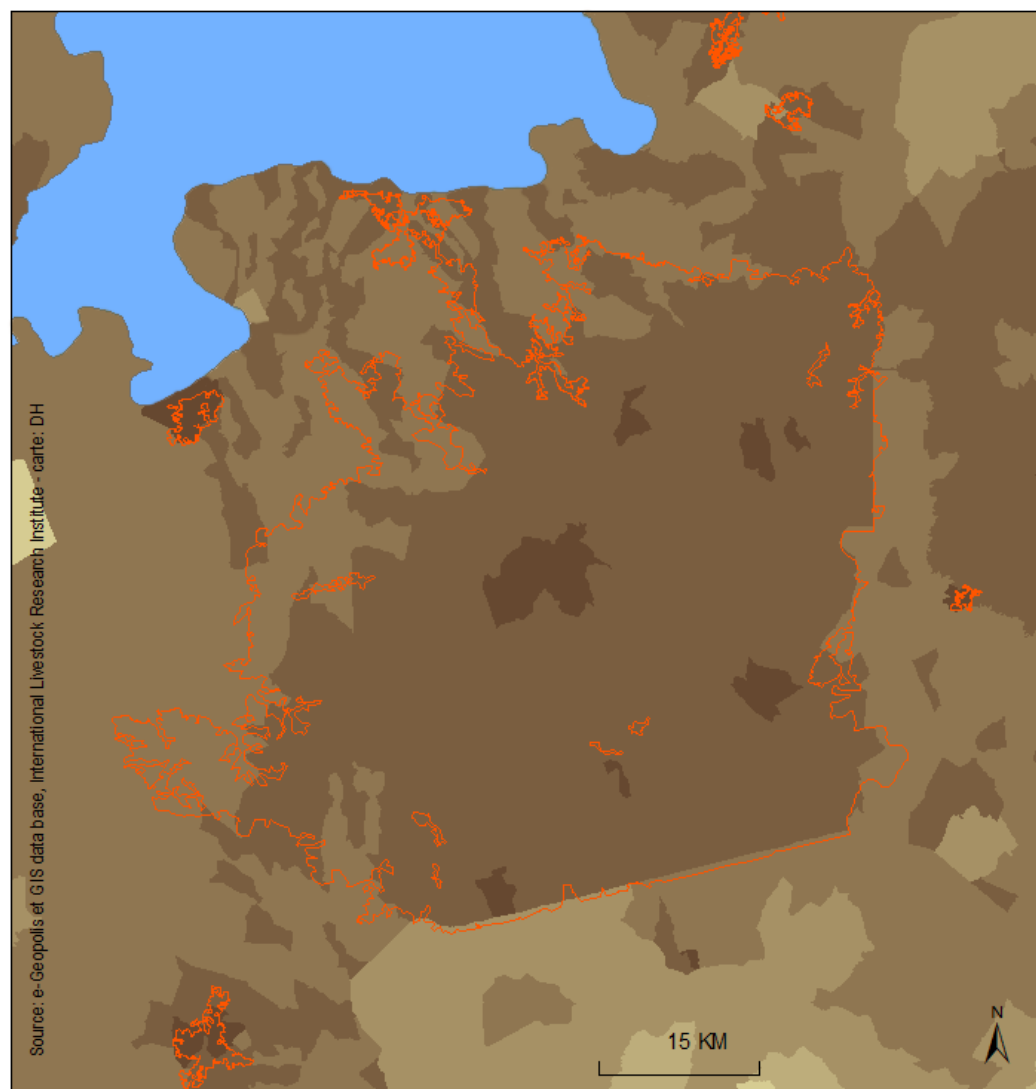
Les taux d'urbanisation peuvent ainsi progresser rapidement sur une période courte, comme les exemples de Naples en Floride, USA, et de Gang, en Belgique, le démontrent. Au Kenya, le taux d'urbanisation serait ainsi passé de 32 à 45% entre 2000 et 2010, période au cours de laquelle cette étude place la formation des conurbations selon les limites identifiées (Cartes 3 et 4). Les prévisions pour 2020 ne tiennent cependant pas compte de la formation éventuelle de nouvelles conurbations ou de l'extension de Nyanza ou 'Western Conurbation'; seule un suivi de la morphologie des agglomérations peut apporter ce type d'information.

La deuxième conséquence est l'accentuation de l'effet régional et la disparité accentuée des dynamiques urbaines selon plusieurs sous-systèmes régionaux.

---

<sup>2</sup> Définition de l'INSEE : 'Une conurbation est une agglomération formée par la réunion de plusieurs centres urbains initialement séparés par des espaces ruraux.'

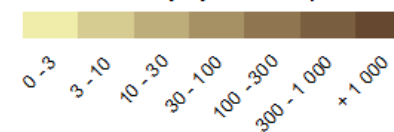
Carte 7 : Les densités de population à l'intérieur de la conurbation de Nyanza, Kenya



Dans cette région du Kenya, les densités de population à l'échelle des sub-locations sont supérieures à 100. Ce sont ici les périphéries de la conurbation actuelle. Les densité les plus élevées - jusqu'à 5 300 hab/km<sup>2</sup> - correspondent aux centres urbains anciens absorbés par le processus d'agglomération.

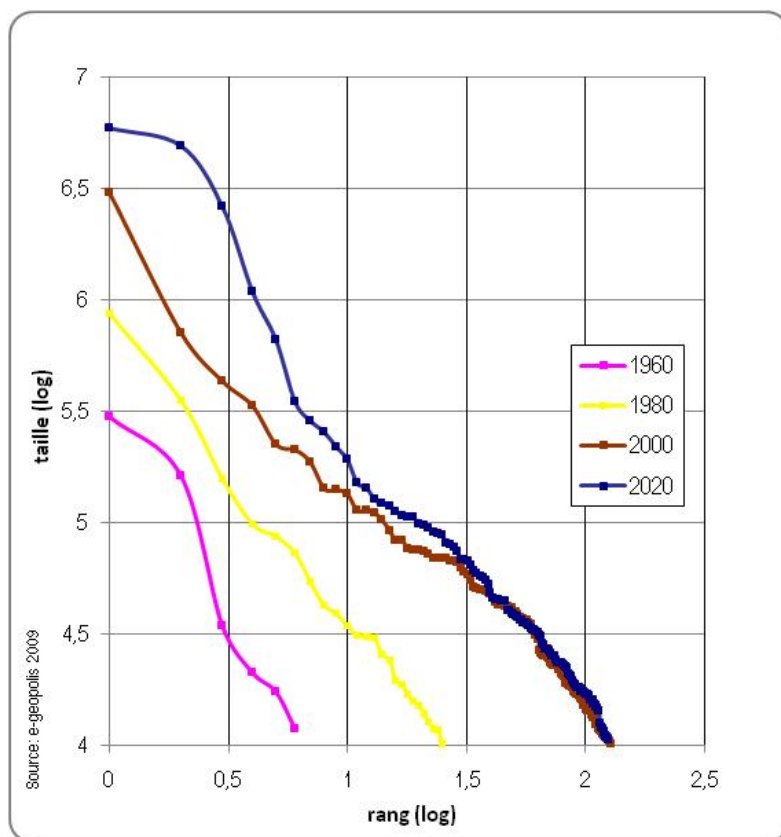
Agglomérations e-Geopolis

Densités de population (sub-locations)



## LE RESEAU URBAIN

### La hiérarchie des agglomérations



#### *Un réseau d'origine coloniale polarisé*

Le réseau urbain actuel, essentiellement d'origine coloniale, est marqué par une très grande polarisation spatiale issue de décisions favorisant certains centres administratifs et industriels. Ces caractéristiques du réseau urbain ont été renforcées par les politiques industrielles de laissez-faire post-indépendance qui accentuent l'implantation d'activités dans les villes existantes (Obudoh & Aduwo 1990).

Les courbes de distribution rang-taille montrent bien les deux grandes étapes de l'évolution du réseau urbain : paradoxalement, celui-ci apparaît plus hiérarchisé en 1980 qu'il ne l'est trente ans plus tard. Entre 1980 et 2000, le bas de la distribution (les plus petits centres urbains) s'étoffe, ce qui peut être le résultat des politiques de promotion des petites villes ainsi qu'un effet 'chef-lieu' issu de la municipalisation du territoire.

#### *Hiérarchies bousculées après 2000*

A partir de 2000, les hiérarchies urbaines sont très nettement modifiées par l'émergence des deux conurbations de Nyanza et 'Western conurbation' qui déclassent Mombasa de son rang de seconde ville et font 'disparaître' quelques grands centres régionaux (Cartes 5 et 6). La courbe de 2020 se creuse ainsi en son milieu. L'évolution de la forme de la courbe polynomiale de la distribution confirme ces grandes tendances : concave en 1960 (relative sur-importance des grandes villes), elle devient convexe en 2000 (relative importance des petites villes) pour changer de forme à nouveau à l'horizon 2020.

Graphique 2 : La courbe de distribution rang-taille des agglomérations du Kenya, 1960-2020

## Taille et population des agglomérations

Tableau 3 : Evolution du nombre d'agglomérations par catégorie de taille et répartition de la population urbaine, 1950-2020

	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010e	2020e
<b>Population des agglomérations</b>								
10 000 - 20 000	31848	29152	98337	145521	304282	653646	566007	565354
20 000 - 50 000	0	55266	37282	256732	413365	1543501	1376569	1516188
50 000 - 100 000	94343	0	50116	311128	420401	1440198	1581611	1469593
100 000 - 200 000	138433	161308	0	155881	405331	1038882	716824	1278791
200 000 - 500 000	0	295220	254352	350570	679050	1193813	752372	1103155
500 000 - 1 000 000	0	0	532044	863549	0	711002	1438109	659588
1 000 000 - 5 000 000	0	0	0	0	1383199	3024034	10647867	8561096
plus de 5 millions	0	0	0	0	0	0	0	5848481
<b>Nombre d'agglomérations</b>								
10 000 - 20 000	2	2	7	10	22	46	38	37
20 000 - 50 000	0	2	1	8	14	46	44	48
50 000 - 100 000	1	0	1	4	6	21	22	20
100 000 - 200 000	1	1	0	1	3	8	5	10
200 000 - 500 000	0	1	1	1	2	4	3	4
500 000 - 1 000 000	0	0	1	1	0	1	2	1
1 000 000 - 5 000 000	0	0	0	0	1	1	3	3
plus de 5 millions	0	0	0	0	0	0	0	1
<b>Nombre total d'agglomérations</b>	4	6	11	25	48	127	117	124

Note 1: les données fournies pour 2010 et 2020 sont des projections

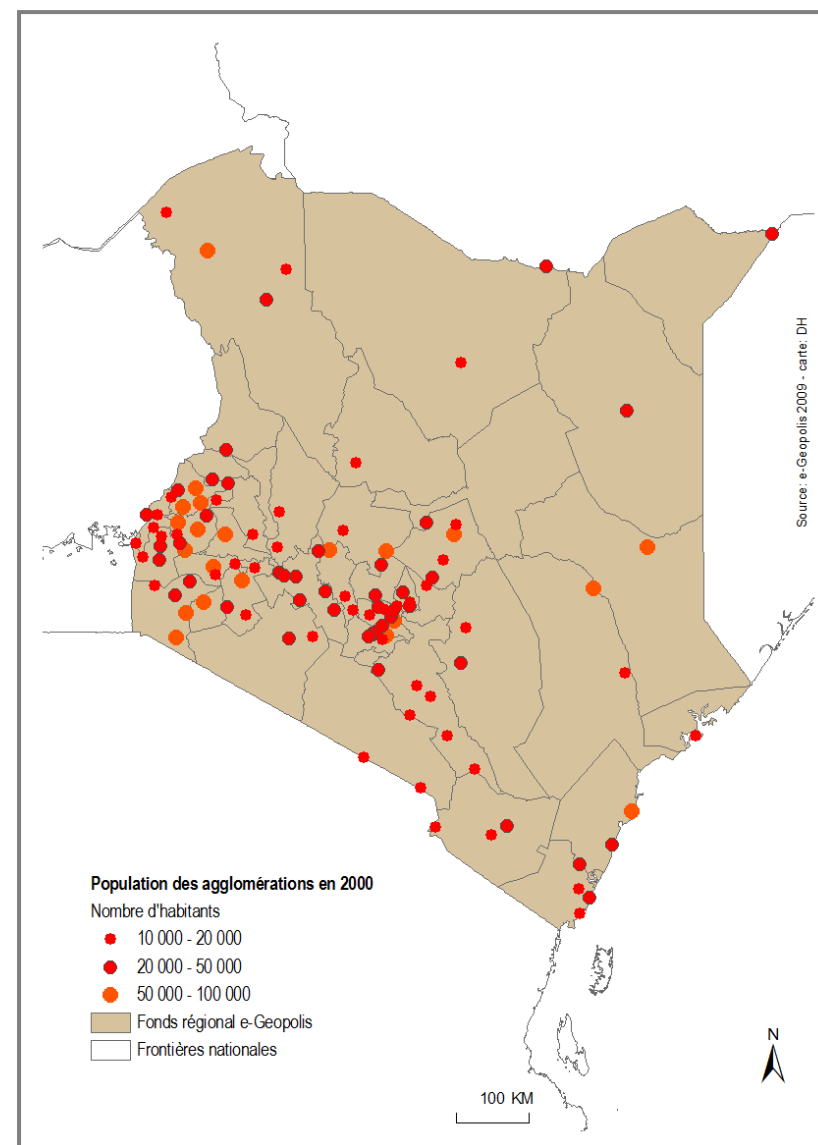
Source : e-Geopolis 2010

## Un réseau pérenne de petites et moyennes agglomérations

Il existe un réseau dense de petites et moyennes agglomérations au Kenya, ayant entre 10 000 et 100 000 habitants. La taille médiane des 111 agglomérations identifiées en 2000 était de 25 000 habitants. La volonté des autorités coloniales de freiner la mobilité de la population autochtone vers les grandes villes, puis les politiques de développement régional (*'district planning'*) de l'Etat indépendant ont probablement contribué à la constitution de cette strate d'agglomérations, en particulier dans les régions (districts) peu denses et peu développés économiquement (*cf. infra*).

L'évolution du taux d'urbanisation hors métropoles, de plus de 40% en 2010, atteste d'ailleurs du rôle constant de ces villes secondaires. La carte 8 ci-contre présente le semis des agglomérations de moins de 100 000 habitants en 2000, c'est-à-dire précédant l'émergence des deux grandes conurbations qui ont absorbé quelques unes d'entre elles. Un phénomène de renouvellement actif du réseau urbain se produit ainsi au Kenya – un phénomène encore relativement rare en Afrique – comme l'atteste la croissance continue du nombre d'agglomérations. Une petite dizaine de nouvelles agglomérations devraient ainsi émerger à l'horizon 2020.

Carte 8 : Le semis des agglomérations de moins de 100 000 habitants au Kenya en 2000





L'importance régionale des agglomérations de moins de 100 000 habitants se mesure aussi à l'aune de leur statut officiel.

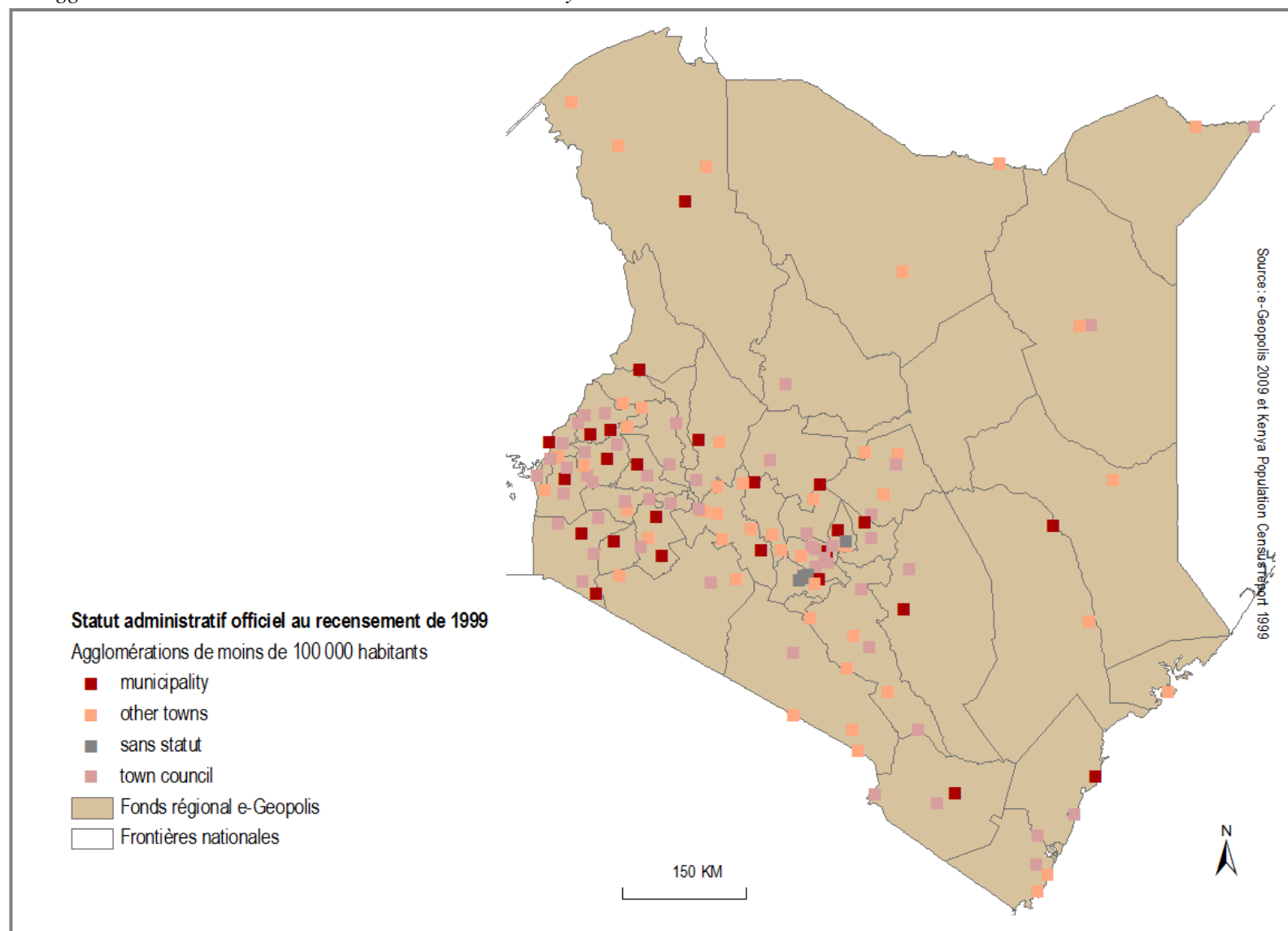
- Environ 40% d'entre elles ne sont pas des collectivités locales dans la politique de décentralisation kenyane, sauf dans le cadre des *counties*, institués au niveau des districts. Les collectivités territoriales ont généralement un territoire officiel et doivent bénéficier d'un certain niveau d'autonomie financière (Module II). Elles sont classées dans la catégorie des 'Autres villes' dans les publications des recensements de population, une catégorie qui remplace celle des *trading centers*, les petites villes de la période coloniale et lieux d'échange des produits agricoles. Il faut également leur ajouter 4 agglomérations identifiées par e-Geopolis (Kimbili, Gatukuy, Kiminyu et Nembu) qui ne ressortent d'aucun statut territorial spécifique.
- Les 60% dotées d'un statut territorial sont essentiellement des '*town councils*' et pour moins du ¼ des *municipalities* (Tous les *towns councils* du pays, sauf Nyamira et Tala/Kangundo, sont des agglomérations de moins de 100 000 habitants). Le statut des petites et moyennes agglomérations en 1999 accentuait ainsi le déséquilibre régional du réseau urbain ; en effet, à quelques exceptions près (Lodwar, Garissa, Wajir, et Mandera), les agglomérations de toute la partie nord-est du pays (Rift Valley, Eastern et North Eastern) n'avaient pas été érigées en collectivité territoriale (Carte 9 page suivante).

### *Les politiques de promotion des centres secondaires*

Le Kenya a poursuivi une politique destinée à maintenir les migrants potentiels dans les zones rurales en mettant en place des programmes dits de développement rural intégré, populaires dans les années 1960-1970. En 1975 les villes (officielles) de plus de 2 000 habitants sont concentrées dans le sud-ouest du pays, sur les hautes terres, et beaucoup moins le long de la côte. La croissance urbaine la plus forte entre les recensements de 1969 et 1979 se produit dans la province du Nord-Est, non urbanisée en 1969, qui bénéficie de la fourniture de services et d'infrastructures aux populations nomades dans les centres secondaires (Census Report de 1979).

Puis, au cours des années 1980, suivant les théories dites des pôles de croissance, le Kenya met en place des politiques en faveur des centres urbains secondaires (*District Focus Policy for Rural Development*). L'objectif final est de réduire les inégalités régionales de développement (les petites et moyennes villes sont vues comme des vecteurs de développement régional et de diffusion des innovations), et surtout les inégalités de revenus entre les zones rurales et urbaines, par un renforcement des interactions entre les futurs pôles de croissance et leur hinterland rural. Cette approche est assortie de mesures visant à divertir les migrants des grands centres urbains. L'argument théorique de cette approche repose sur l'hypothèse d'une relation inverse entre le développement économique et la primatie urbaine, au cours des premières étapes du développement, la concentration urbaine augmente parce le rythme de développement ne permet pas de supporter beaucoup de villes grandes et moyennes. (Baker 1990) Enfin, les petites villes ont fait l'objet de projets d'aménagement urbains entre 1993 et 1998 (*small towns planning project*).

Carte 9 : Statut administratif des agglomérations de moins de 100 000 habitants au Kenya en 1999



## Les agglomérations issues des camps de réfugiés

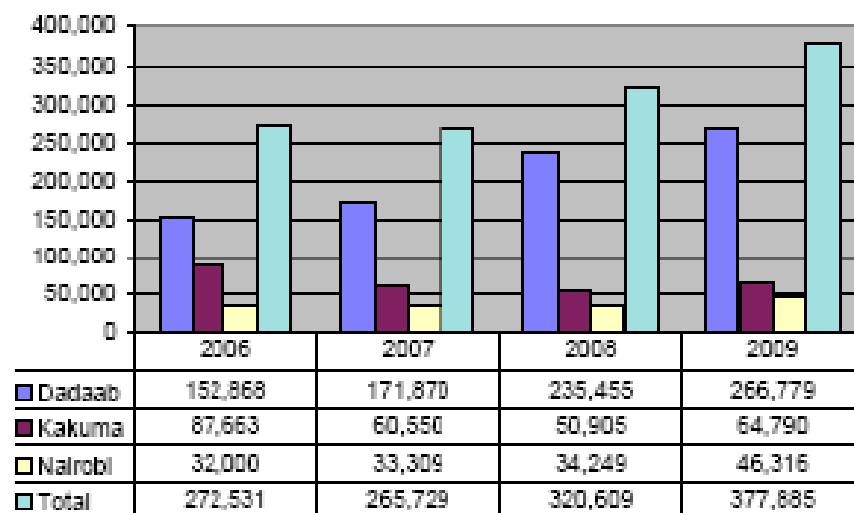
Les camps de réfugiés n'ont pas été inclus parmi les agglomérations e-Geopolis ; en effet les populations ne semblent pas enregistrées dans les statistiques nationales démographiques. Pourtant, en 2009, le Kenya hébergeait près de 400 000 réfugiés dont 70% dans trois camps installés à proximité de Dadaab, une petite ville de 50 000 habitants en 2000 située dans le district de Garissa. Fin 2009, il restait deux grandes zones d'hébergement des réfugiés internationaux au Kenya : Dadaab près de la frontière avec la Somalie et Kakuma, à une centaine de kilomètres de la frontière avec le sud-Soudan. La population réfugiée résidente à Nairobi est estimée à 46 000 personnes, en augmentation depuis 2006 (Graphique 3).

Tableau 2 : Population des camps de réfugiés de Dadaab et Kakuma, Kenya

	Camps	Création	Population
Dadaab	Ifo	1991	80 000 à 100 000 (40 000 en 1988)
	Hagadera	1991	80 000 à 100 000 (40 000 en 1988)
	Dagahaley	1991	80 000 à 100 000 (30 000 en 1988)
Kakuma	Kakuma	—	65 000 (90 000 en 2006)

Source : UNHCR 2010

Graphique 3: Le nombre de réfugiés au Kenya, 2006-2009 (graphique OCHA, 2010)



La question a parfois été posée du statut urbain de certains camps de réfugiés ; une telle évolution s'est vue dans d'autres régions du monde (pérennité des camps de réfugiés palestiniens). Au Kenya, Pérouse de Montclos & Kagwanga (2001) ont exploré cette hypothèse des camps « villes virtuelles » en prenant comme champ d'observation Dadaab et Kakuma, dont leur taille, les fortes densités de population, la permanence des installations et la configuration en 'pâtés de maisons' et 'avenues' pouvaient relever de critères de l'urbain. Leurs travaux montrent que ces trois camps, ouverts depuis 1991 dans des zones arides situées très loin des centres économiques du pays, ont transformé l'économie locale et régionale. La présence de plusieurs dizaines de milliers de personnes sur chaque site a en effet généré des activités commerciales et de transport, tant locales que régionales, voire la formation de capital, qui concernent aussi bien la population originelle kenyane que les réfugiés. Bien que non reconnus légalement par le gouvernement kenyan, ces camps de réfugiés (où se sont installés également des Kenyans somalis) ne restent pas des espaces isolés ; ils sont en quelque sorte délocalisés les petites villes de Dadaab et Kakuma en entretenant des réseaux de relations avec les pays d'origine des réfugiés (essentiellement Somaliens et Soudanais) ainsi qu'en direction des autres régions kenyanes. (Pérouse de Montclos & Kagwanga 2001)

Quelques années plus tard, Cambrezy (2006) fait des observations semblables dans les camps de Dadaab et dans celui de Kakuma. Celui-ci, installé pourtant à la hâte, s'est peu à peu 'construit' : « la cabane de branchages, de toiles et de sacs plastique a cédé la place à une construction circulaire ou carrée de banco entourée d'une palissade de branchages marquant les limites de la "concession". Des églises et des mosquées témoignent de la religion pratiquée dans les différents quartiers. Un marché où l'enfilade des échoppes dans lesquelles prédominent les commerçants éthiopiens a donné son nom à la rue ainsi formée : "Adis Ababa street". Les Turkana qui habitent la région... viennent pour se ravitailler en eau ou y vendre quelques chèvres ou quelques perches de bois, en échange des produits trouvés sur le marché. » (Cambrezy 2006, p.2)

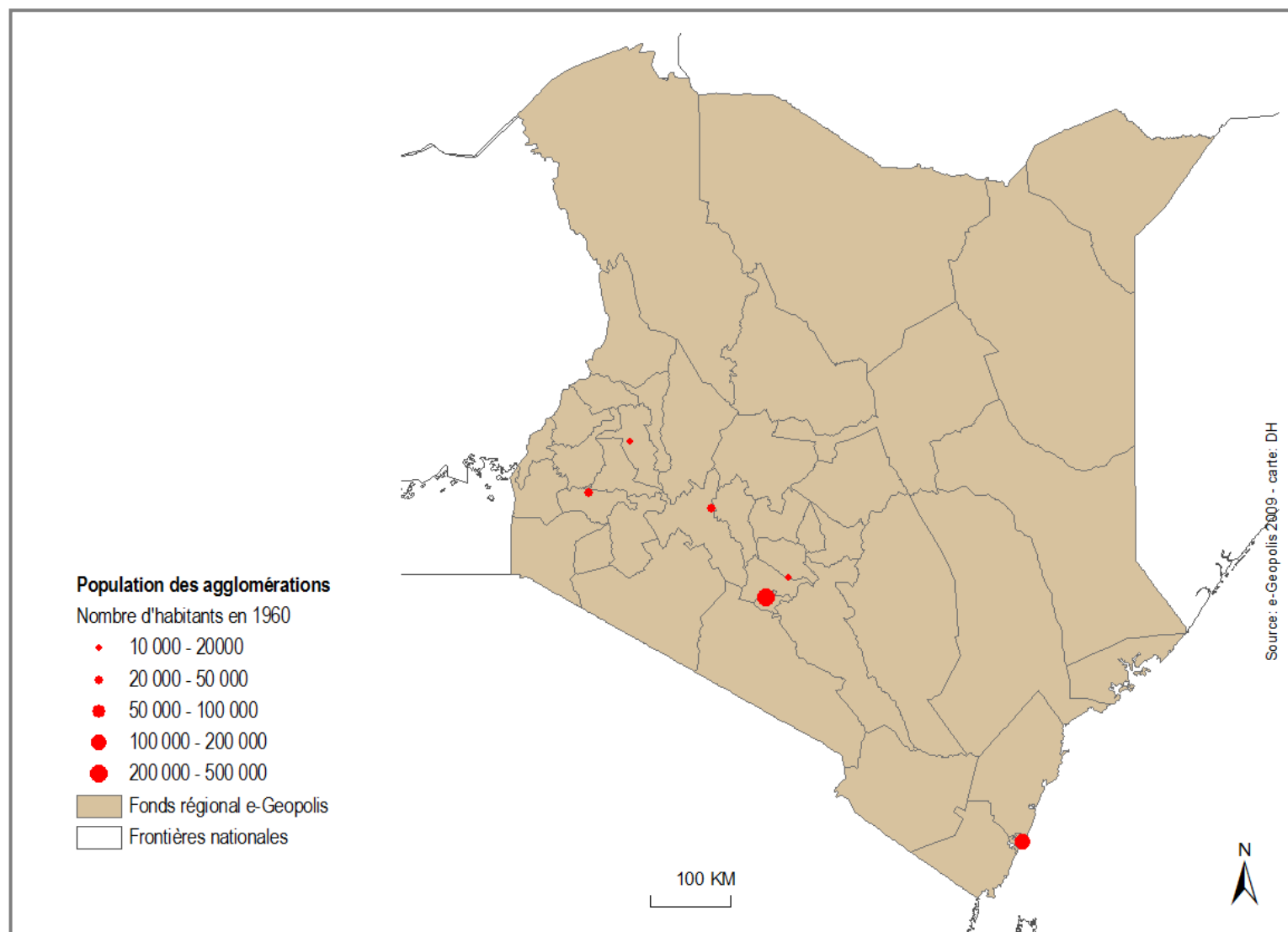
Il s'agit là d'un phénomène périphérique au regard des grandes villes du Kenya mais significatif si l'on considère le poids démographique des camps à l'échelle, par exemple, du district de Garissa peu peuplé et peu urbanisé. L'effet sur la taille de l'agglomération de Dadaab est toutefois difficile à établir : selon les données officielles, la population est passée de 1500 à 50 000 habitants entre 1990 et 2000, mais cette croissance est probablement due en grande partie à la redéfinition du périmètre urbain entre les deux recensements de population de 1989 et 1999. Quand à Kakuma, les rapports de recensement ne fournissent pas de chiffre de population avant 1999. Garissa et Dadaab, les deux seules agglomérations en 2000, totalisaient environ 110 000 habitants dans un district où la densité de population n'est inférieure à 10 habitants/km<sup>2</sup>. D'autant que l'enracinement de ces camps pourrait se poursuivre dans le futur. En effet, bien que le HCR conserve – avec les pays hôtes – une politique de rapatriement des réfugiés dans leurs pays d'origine, un document récent de 2009 observait que la solution la plus satisfaisante pour les réfugiés venus de Somalie pouvait être l'installation au Kenya (UNCHR 2009).

*Note* : En 2009, le HCR recensait 150 000 kenyans déplacés à la suite des conflits entre communautés en 2007. Il faut également noter les impacts potentiels des conflits fonciers dans les zones de forte densité démographique, comme les émeutes qui ont éclaté ces dernières années dans le centre ouest et à la frontière ougandaise, près du mont Elgon, et qui ont entraîné des massacres et des mouvements de population.

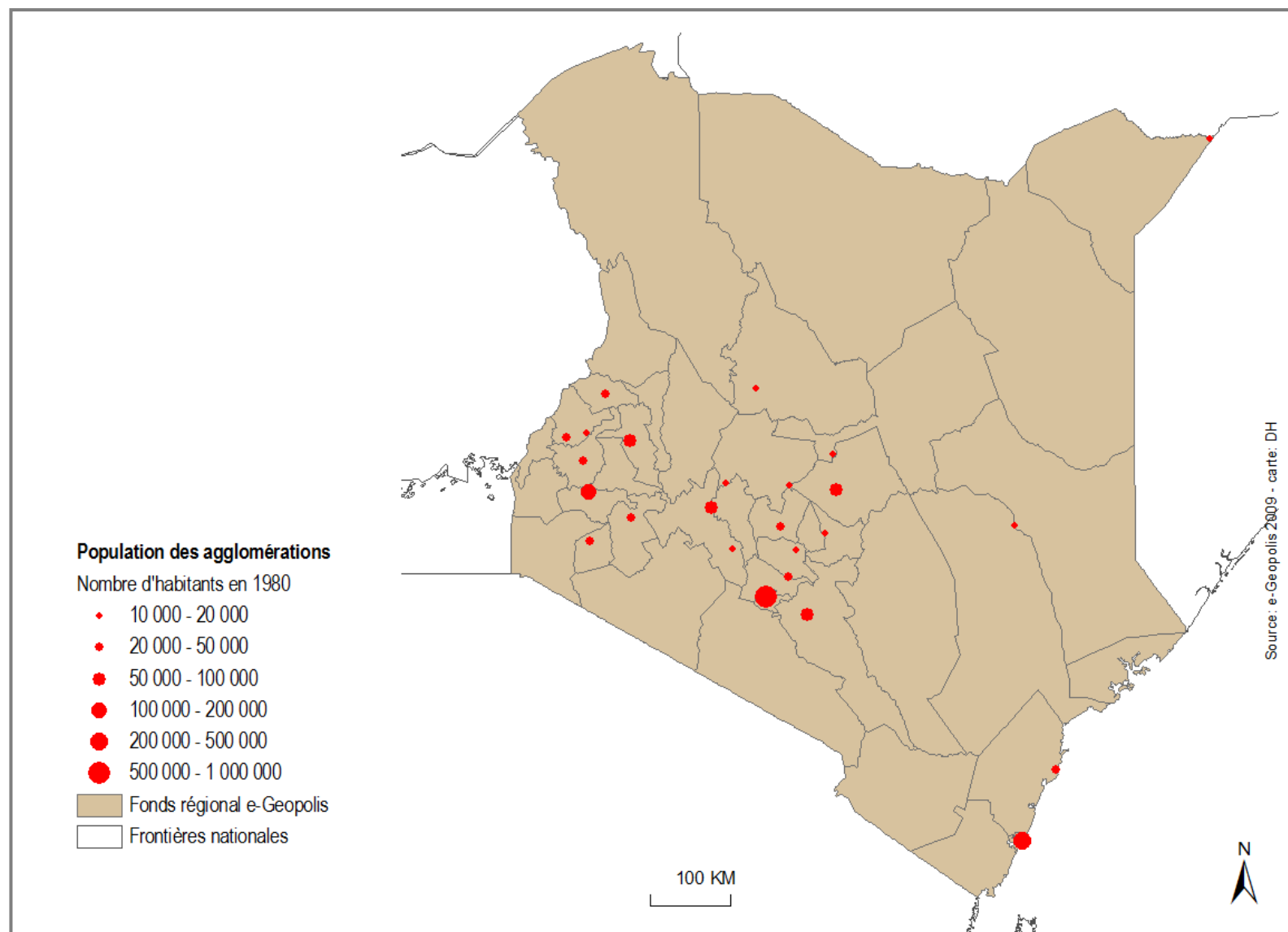
## Evolution du semis des agglomérations, 1960-2020

Les cartes du semis urbain font apparaître des zones 'vides' dans la partie nord-est du territoire, totalement dépourvues de centres urbains jusqu'à la fin des années 1970. Toutefois, les données statistiques peuvent également être mises en cause. En effet, l'irrégularité des entités définies comme urbaines (*cf. infra* Module II) ne permet pas de saisir historiquement tous les petits centres, ce qui demanderait de faire appel à un niveau d'information plus fin que l'étude n'a pu se procurer. Il est donc difficile de commenter l'évolution du semis des agglomérations.

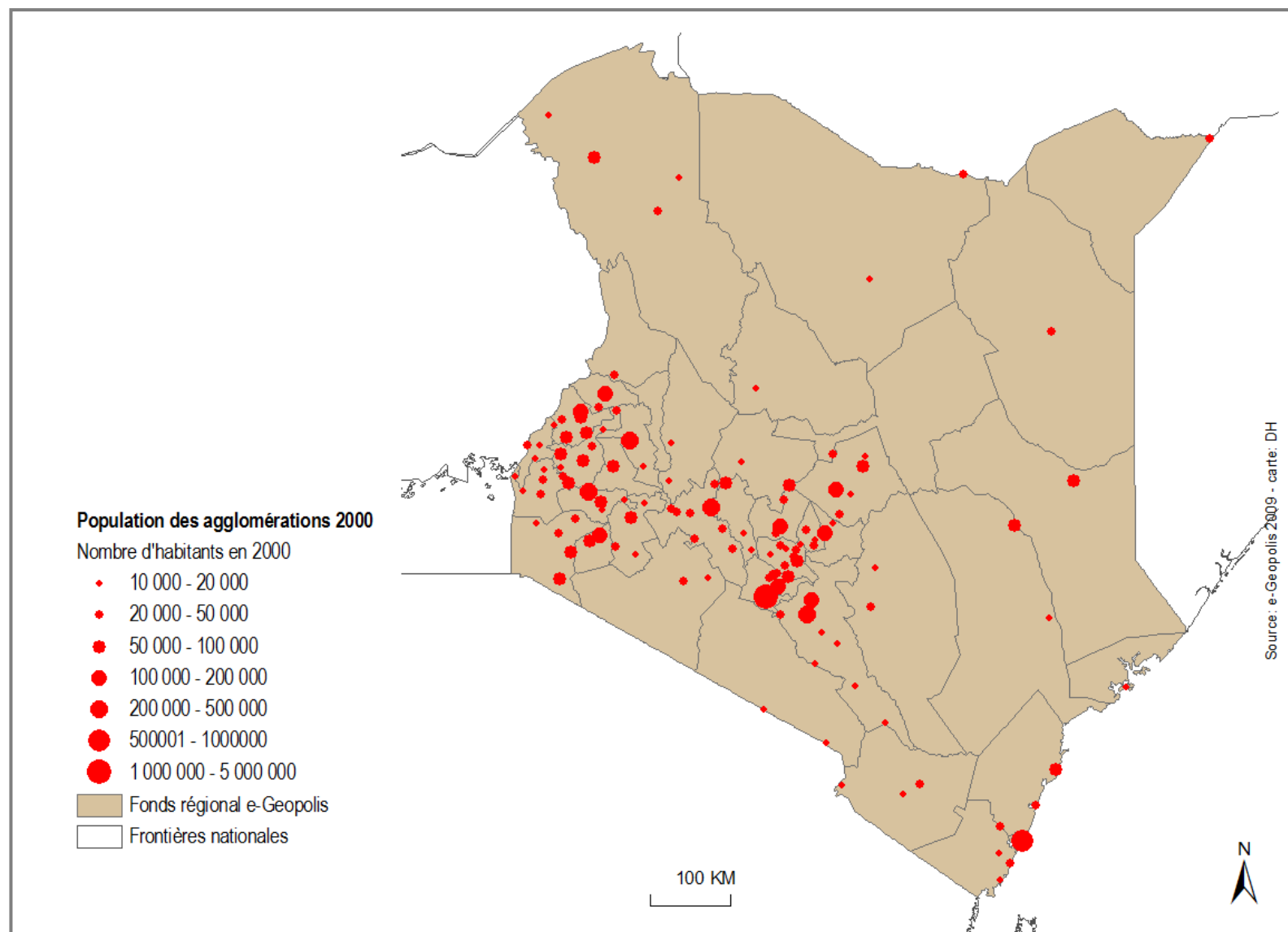
*Carte 10 : Le semis des agglomérations du Kenya en 1960*



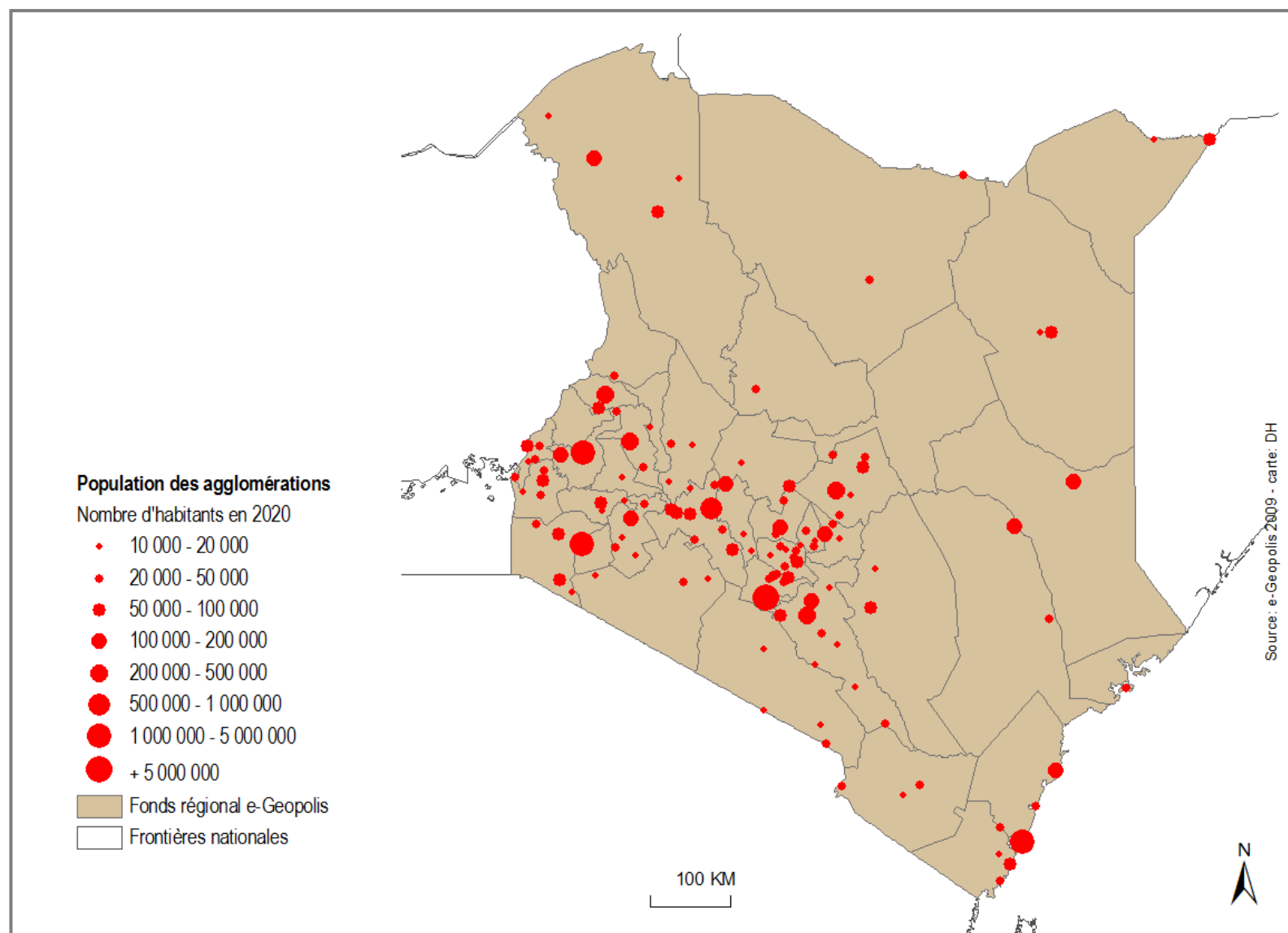
*Carte 11 : Le semis des agglomérations du Kenya en 1980*



Carte 12 : Le semis des agglomérations du Kenya en 2000



Carte 13 : Le semis des agglomérations du Kenya en 2000





## II – MODULE III : SOURCES DEMOGRAPHIQUES, DECOUPAGES TERRITORIAUX ET MESURE OFFICIELLE DE L'URBAIN

### LES SOURCES DEMOGRAPHIQUES

On dispose de données démographiques pour le Kenya depuis le « *census* » de 1901 jusqu'au recensement de 1999. Les méthodes d'énumérations adoptées par les administrations coloniales allemandes et britanniques entre 1901 et 1948 ont toutefois tendance à sous-estimer la population africaine et ne couvrent pas toujours l'ensemble du territoire. Depuis 1962, les données démographiques sont collectées selon des mailles territoriales relativement stables du point de vue de la nomenclature et de la définition. Seul le nombre de mailles augmente sensiblement à partir de 1985. La plus petite unité divisait le pays en 6 000 unités territoriales en 1999. Les seules données disponibles pour 2009 sont celles des districts.

Tableau 4 : Historique des sources démographiques officielles pour le Kenya, 1901-1999

Date	Type	Territoire/ population
1901	<i>Census</i>	
1911	<i>Census</i>	<i>Kenya Colony and Protectorate</i>
21 février 1926	<i>Non-native census</i>	recensement Non-indigène/ non africaine
1931	<i>Non native census</i>	recensement <i>Kenya Colony et Protectorate</i> / population africaine limitée à Nairobi, Monbasa et résidents des fermes/ locaux tenus par les non-africains
1931	<i>Native census</i>	
25 février 1948	<i>Non-native census</i>	recensement
Août 1948	<i>Native Census</i>	recensement partiel et comptage Estimation basée sur registres des impôts dans la Northern Province et la division East Suk (district de Baringo)
15/16 août 1962	<i>Kenya Population Census</i>	recensement complet
1969	<i>Kenya Population Census</i>	recensement complet
1979	<i>Kenya Population Census</i>	recensement complet
1989	<i>Kenya Population Census</i>	recensement complet
1999	<i>Kenya Population Census</i>	recensement complet

Source : rapports de recensements, voir références bibliographiques

Note : En 1999, 10 sub-locations ont officiellement une population nulle. 6 d'entre-elles sont des zones de forêt et de parc national ; Lamu n'est pas peuplé, la population non sédentaire d'Isiolo a été recensée dans d'autres sub-locations et celle de Turkana a été recensée à Kainuk pour des raisons de sécurité (Census Report 1999, volume I 2001).

## La couverture censitaire

La première estimation de la population africaine de l'*East Africa Protectorate* est celle effectuée par Sir Arthur Hardinge pour l'année 1897; le chiffre avancé de 2,5 millions ne prend pas en compte les futures provinces du Kisumu et de Naivasha, qui font alors partie de l'Uganda mais inclut le Jubaland, province cédée à l'Italie en 1925. Les 4 « *Census* » conduits par l'administration britannique entre 1918 et 1948 ne s'adressent qu'à la population dite non indigène/africaine c'est-à-dire, selon la nomenclature officielle, les Européens, Indiens, Arabes et Autres (Africains non Kenyans). Cette nomenclature semble faire parallèle à la distinction entre zones indigènes et non indigènes, les zones indigènes étant appréhendées d'abord comme des zones tribales. L'administration britannique crée des districts ethniques dans ses territoires d'Afrique orientale, et présente les résultats des recensements de population de la population africaine/autochtones suivant ce découpage ethnique du territoire.

Les autorités britanniques ont appliqué une approche commune dans leurs territoires africains : énumération séparée de la population non indigène/ non africaine, population africaine limitée à Nairobi, Monbasa et résidents des fermes/ locaux tenus par les non-Africains. Ce n'est qu'à partir de 1945 que l'administration annonce la volonté de recenser systématiquement la population africaine. Elle décide, lors de l'*Interterritorial Conference* du 14 août 1946 que les gouvernements des territoires de l'Est Africain (Kenya, Tanganyika et Zanzibar) organisent en 1948 un recensement régional selon un calendrier et une méthode communs. C'est le début des recensements dits scientifiques. Une seconde série de recensements est planifiée en 1957 et le Kenya fût le dernier pays à être recensé en 1962 juste avant son indépendance.

En 1948, le premier comptage de la population indigène ou africaine (voir paragraphe suivant) exclut une partie du territoire. Le rapport final n'est jamais publié et les seules données disponibles sont celles du rapport provisoire général (*African population of Kenya Colony and protectorate, geographical and tribal studies; East African Statistical Department*, 1950). Le premier recensement complet, du point de vue de la couverture géographique et communautaire, et énumérant simultanément l'ensemble de la population africaine et non africaine est donc celui de 1962. Depuis 1969, les autorités kenyanes effectuent un recensement décennal. Tous les recensements ont été publiés.

## Les méthodes d'énumération

Entre 1902 (après le « *census* » de 1901) et 1939, les sources démographiques sur la population indigène/ africaine sont essentiellement basés sur les registres des impôts (*Hutt and Poll Tax records*) qui contiennent des informations sur les hommes adultes et quelquefois leurs femmes. Le recensement de 1948 est le premier à effectuer un comptage individuel de la population africaine maison par maison par des énumérateurs formés à cet effet. En 1962, les municipalités (*municipalities*), les *townships* mais seulement une partie des centres secondaires (*trading centers*) constituent des aires d'énumérations à part. Dans la Province du Nord (sauf les districts de Turkana et Sambaru), la population est divisée – comme pour les années précédentes – en groupes tribaux et non pas en aires géographiques.

## Fiabilité des sources

La fiabilité des données collectées par l'administration coloniale se ressent des méthodes d'énumération adoptées. Ainsi, la population autochtone comptée en 1931 n'était que de 70,448, soit 2.4% de la population totale estimée à cette époque. L'administration coloniale elle-même ne considère pas ces données fiables (Census Report 1962). La partie du pays principalement habitée par la population africaine est sans doute sous-estimée, notamment la province du Nord jusqu'en 1962.

**Les sources utilisées par e-Geopolis : 1948-1999 :** L'étude dispose de toutes les données démographiques au troisième niveau administratif ; elle a pu réunir les données publiées au maillage le plus fin entre 1962 et 1999. Les données cartographiques sont acquises au niveau des localités.

## LES DIVISIONS TERRITORIALES

La nomenclature en vigueur actuellement (1999) apparaît avec le premier recensement national de la population en 1962. Cependant, les autorités kenyanes opèrent un remaniement radical du découpage territorial en 1963 à la suite des travaux de la Commission Régionale des Limites Administratives (*Regional Boundaries Comission*). Ce redécoupage ne permet pas des comparaisons entre 1962 et 1969 à un niveau plus fin que les *districts*. Le nombre de mailles territoriales reste ensuite relativement stable avant de doubler par subdivisions successives à partir de 1985.

Tableau 5 : Evolution du découpage administratif au Kenya

Dates	Niveau c4		Niveau c5		Niveau c6		Niveau c7		Niveau c8	
	Nom	Nombre	Nom	Nombre	Nom	Nombre	Nom	Nombre	Nom	Nombre
1901	provinces	5	-	-	-		-	-	-	-
1911	provinces				-		-	-		-
1926	provinces	7	districts	33	-		-	-	-	-
1948 Non Native	provinces	6	districts	38	gazetted townships	50	-	-	-	-
1948 Native					gazetted townships	50	-	-	-	-
1962	provinces + Nairobi Extra-Provincial District	6 +1	districts	40	divisions		Locations		sub-locations	
1969	provinces	8	districts	41	Divisions + county council wards	154	locations	567	sub-locations	2410
1979	provinces	8	districts	41	divisions	184	locations	618	Sub-locations	3111
1989	provinces	8	districts	—	divisions	260	locations	1099	sub-locations	3553
1999	provinces	8	districts	69	divisions	497	locations	2427	sub-locations	6612
2009	provinces	8	districts	85	-	-	-	-	-	-

Source : rapports de recensements, voir références bibliographiques

Notes : Le niveau 1 correspond au pays.

(1901) Seyidie, Tanaland, Jubaland, Ukamba, Kenya

(1926) Provinces : Coast créée en 1924 (Seyidie et portion de Tanaland ajoutée à la Northern Frontier Tanaland Provinces sauf Teita et Monbasa); Ukamba ; Kikuyu (anciennement province du Kenya avec quelques changements territoriaux) ; Nyanza (anciennement Kisumu avec changements territoriaux) ; Kerio (nouvelle province), Masai (2 districts) ; Northern Frontier Province. Districts : un certain nombre de districts sont créés en 1921 en redécoupant les provinces ( Monbasa fait partie de ces nouveaux districts); les ‘Gouvernement stations’ correspondent à des chefs-lieux de districts mais certains districts en ont plusieurs.

(1948, non native) Central (45% non native population) ; Nyanza ; Rift Valley ; Coast ; Masai ; Northern Frontier

(1962) Le découpage en divisions, locations et sub-locations ne concerne que les districts formant les ‘African land Units’ ; dans ces districts, la sub-location est la plus petite zone géographique du recensement. Dans le reste du territoire ou ‘Scheduled areas’, ce sont les *county councils wards, municipalities* et *townships* qui constituent les zones d’énumération. Un certain nombre de *trading centers* sont également recensées à part mais, dans la plupart des cas, ils sont inclus dans la location. Les Nairobi, Nakuru, Mombasa, Kitale, Malindi et Manburi sont subdivisées en unités plus petites. Dans les Réserves Forestières, les unités de base du recensement sont les Stations Forestières.

(1962- 1999) Pour les besoins des recensements, les services statistiques ont défini à l’intérieur des sub-locations des *Enumerations Areas* dont le nombre passe de 20 000 en 1969 à près de 62 000 en 1999. Les rapports de recensement publiés ne fournissent toutefois pas ce niveau de détail. Une cartographie des EA urbaines a toutefois été obtenue auprès des services techniques et documentaires de l’ILRI (voir références).

### Explication des catégories

- *Districts* : A partir de 1924 l’administration coloniale britannique augmente le nombre de provinces existantes et crée une série de ‘Districts’ dans les zones non encore cadastrées. Pour les besoins du recensement de 1926, les zones d’énumération divisent les territoires des districts en plusieurs catégories politiques et naturelles: ‘*water, forest reserve, government reserve, townships, alienated land, unalienated Crown Land, and native occupation*’. Ces divisions ne sont pas reprises ultérieurement.
- *Sub-locations* : la plus petite unité territoriale ; étendue à l’ensemble du pays après l’Indépendance.
- *Townships* : parmi les divisions territoriales utilisées ou créées lors des premiers recensements (1926), les ‘townships’ n’ont pas tous statut de zones urbaines. Les townships ayant une population dispersée sont appelés *rural townships*. Les townships sont aussi des collectivités territoriales.

### Commentaires

- *African Land Unit* : partie du territoire correspondant aux districts tribaux/ethniques
- Même au niveau le plus bas de la hiérarchie – les ‘*sub-locations*’ en 1999 – la taille des divisions territoriales reste très inégale depuis les premiers découpages des années 1920. Le principe étant que les zones les moins peuplées sont les plus étendues, notamment les provinces situées au nord du pays bien que la carte des sub-locations de 1999 nuance assez sensiblement ce principe.

**Le découpage territorial décentralisé :** Les entités de la décentralisation sont de 4 sortes au Kenya : *Municipality, Town, City*, qui disposent d’un statut urbain, et les *County*, généralement classés comme ruraux. Leur nombre était de 180 en 2009 (Ministry of Local Government, Kenya). Ce sont, dans la terminologie anglo-saxonne des gouvernements locaux (*local governments*) gérés par des assemblées (*councils*) placées sous la tutelle d’un ministère des collectivités territoriales (Ministry of Local Government). Des collectivités territoriales (plus souvent correspondant à une déconcentration des pouvoirs plutôt qu’à une décentralisation) avaient été créées par l’administration britannique à Nairobi, Mombasa, Kisumu, Nakuru, Eldoret, Kitale, ainsi que dans les réserves africaines et dans les White Highlands dès les années 1910. En 1963, les *Districts Councils* et les *Urban and areas councils* remplacent les collectivités existantes (Bourmaud, 1988).

### Explication des catégories

- *Municipality* : collectivités locales créées par l’administration coloniale britannique (ex : Nairobi en 1919).
- *Town* : catégorie urbaine administrative
- *City* : autre catégorie urbaine plus récente et accordée aux trois plus grandes villes, Nairobi, Mombasa et Kisumu

- County : bien que les limites géographiques ne coïncident pas, les *counties* correspondent au niveau des districts et portent le nom des chefs-lieux de districts.

**Commentaire :** Les collectivités territoriales – *municipalities* et *towns* – servent à la mesure officielle de l’urbain depuis la création des premiers *townships*.

### LES UNITES DE PEUPLEMENT

Les unités de peuplement utilisées dans les recensements ne correspondent pas à des ‘centres’ de peuplement. C’est également vrai pour la plus petite division utilisée pour les RGP – les *Enumerations Areas* (zones de dénombrement) – mais le maillage très serré qu’ils forment permet de saisir individuellement un grand nombre de ces unités. Selon les rapports de recensement récents, la cartographie des recensements fait en sorte que chaque EA soit assignée à un village et à chaque village soit attribué une *sub-location* de manière à éviter que les limites des *Enumeration Areas* coupent à travers celles des unités administratives. Le codage en emboîtement des EA permet ainsi de reconstituer les divisions administratives de rang supérieurs.

### LES SOURCES OFFICIELLES DE L’URBAIN

La définition de l’urbain au Kenya est essentiellement administrative. Jusqu’en 1948, l’urbain n’était défini que dans le cadre des recensements de la population non indigène/ non africaine. A cette date, presque les 3/4 de la population non-indigène résidait dans une des 6 plus grandes villes officielles. La population autochtone n’était recensée que par catégorie ethnique (*cf. supra*). Les limites des zones urbaines (*urban areas*) n’ont pas pour objet de correspondre à des centres de population agglomérés puisque l’urbain est d’abord une entité administrative, graduellement assimilée aux collectivités locales de la décentralisation. La terminologie évolue au fil des recensements sans pour autant que les principes de la définition semblent remis en cause ; l’administration distingue des villes principales, des centres dits secondaires (*trading centers*) et une catégorie ‘Autres centres urbains’ pour lesquelles elles ne fournissent pas de définition et qui, jusqu’en 1999, comprenait de très petites unités de peuplement.

A des fins d’analyse, les services statistiques fournissent également une liste de centres urbains de plus de 2 000 habitants. Ces données seules permettent – avec les restrictions inhérentes aux changements de la définition officielle – de saisir l’évolution du nombre de centres urbains et la population urbaine, dans une certaine mesure puisque les limites géographiques de ces entités ne sont pas définies selon des critères d’agglomération.

### Définitions officielles de l’urbain

**1926** - En 1926, la définition officielle de la population urbaine ne retient que les six (6) premières villes c’est-à-dire Nairobi, Monbasa, Lamu, Nakuru, Kisumu et Eldoret. L’administration territoriale distingue des “*gazetted townships*” (qui, comme le terme l’indique, sont définis territorialement et enregistrés légalement) et des “*private townships*”, définis dans le rapport du recensement de 1926 comme les périphéries des *townships* cartographiés (*suburbs of gazetted townships*). Les limites géographiques des *townships* changent au fur et à mesure que les *private townships* sont intégrés aux *gazetted townships* (liste page 16 du rapport 1926). Par exemple, l’île de Monbasa est urbaine mais pas le *township* adjacent sur le continent, qui s’étend sur une bande d’un peu moins de 2 km.

**1948** - En 1948, la définition de l’urbain est étendue à tous les résidents des 50 *gazetted townships* (les six plus grands ont statut de *municipalities*). Les *townships* sont définis comme des villes secondaires (‘*trading centers*’) où la population vit en proche proximité et où existent des règles d’urbanisme. Certaines ont été fondées par les Arabes et les Portugais (détails page 14 du rapport de recensement de 1948). Cette définition permet, selon les auteurs du rapport de recensement, la meilleure comparaison entre zones rurales et zones urbaines.

**1962** – Les zones urbaines correspondent à plusieurs catégories administratives: *municipalities*, *townships*, et *trading centres*. A des fins d'analyse, les rédacteurs du rapport de recensement, estimant que la population de certains *townships* était trop faible pour les considérer comme de réels centres urbains, donne une liste de 34 villes de plus de 2000 habitants. Nairobi a un statut de province mais est officiellement un '*Extra-Provincial District*' divisé en '*Nairobi City*' et '*Nairobi Peri-urban*' (il s'agit d'une province sans district), puis sub-divisé en entités classées sub-divisions dans le fichier source 1962. Les townships sont au niveau des sub-locations.

**1969** – La population urbaine est celle des villes (*towns*) de plus de 2000 habitants. Il semble que la base administrative retenue pour ces villes est la *township* (on signale que certaines des villes n'ont pas de limites géographiques définies et que quelques unes incluent des zones rurales). Toutefois, la liste de centres urbains officiels du rapport de recensement inclut des entités de moins de 2000 habitants dont le statut administratif n'est pas indiqué (Census Report 1969, volume II).

**1979** – La définition de l'urbain varie sensiblement selon les volumes publiés des résultats du recensement. D'une part, il est dit que sont considérés comme centres urbains : la Ville de Nairobi, le District de Monbasa, toutes les municipalités, tous les chefs-lieux de districts ainsi que toutes les autres villes (*trading centers*, *other towns*) de plus de 1000 habitants ayant un potentiel de croissance (Census Report 1979, volume I). Ailleurs, c'est la définition des 2000 habitants qui est reprise (volume II, Analytical Report). En 1979, les limites géographiques des centres urbains (*townships*) ne sont pas encore partout définies, en particulier dans les régions arides et semi-arides. Mais, lorsque le périmètre urbain est défini, l'extension des limites officielles explique dans un certain nombre de cas un apparent bond de la croissance urbaine (Machakos, Meru, Bungoma, Kakamega, Kisii, Kisumu, Embu et Nyeri). La population officielle de Kisumu, troisième ville du pays, par exemple, est multipliée par 5 entre 1969 et 1979, celle de Machakos par 9, celle de Meru par 15. Certaines études (urbanization Kenya, article dans Baker) soulignent le fait que ces extensions incluent des zones rurales. Les données corrigées montrent des taux d'accroissement très inférieurs à ceux des données officielles (Baker 1990, p.59). Le ministère des collectivités locales, à partir de 1979, engage toutes les collectivités locales à réaliser cette délimitation qui tend à l'inclusion des zones rurales périphériques dans leurs limites officielles.

**1989** – Le rapport de recensement (volume II) définit la population urbaine comme celle des centres (*municipalities*, *towns*, et centres sans statut explicité) de plus de 2000 habitants.

**1999** – Selon la définition du rapport de recensement, entrent dans la catégorie urbain : Nairobi, Monbasa, les *municipalities*, les *town councils* et toutes les autres villes secondaires de plus de 2 000 hab. Le tableau des villes, quant à lui, liste 203 unités dont certaines ont une population bien inférieure puisque la plus petite 'ville' n'a que 254 habitants. De plus, pour un certain nombre de ces villes (celles dont les limites officielles, qui sont celles des collectivités locales, incluaient des zones considérées non urbaines selon des critères socio-économiques), les services statistiques ont identifié un cœur urbain (*urban core*) à l'intérieur du centre urbain en retranchant les sub-locations ou EA considérées comme rurales<sup>3</sup>. De même, les services statistiques se sont efforcés d'identifier des *Enumeration Areas* correspondant aux zones périurbaines.

<sup>3</sup> « Through the boundaries of the local authorities are defined by the Ministry of Local Government, and generally encompass one or more sub-locations within the areas of their jurisdictions, some urban centers included areas that were rural in terms of socio-economic characteristics. Hence, in delineating EAs in the urban areas, the urban core was assigned a unique code. The other areas that were rural in character within the urban centers' boundaries were assigned a separate code. For the first time, a new code was introduced to take care of areas that are on the periphery of given towns but urban in character. " 1999 Population Census Report

Tableau 6 : Nombre et évolution des centres urbains officiels au Kenya, 1926-1999

Indicateur	1926*	1948	1962	1969	1979	1989	1999
Nb de villes (1)	909					215	203
Nb de villes (2)		17	34	47	91	139	
Taille maximum	-	-	-	-	-	186	2143254
Taille minimum	-	-	-	-	-	1 324 570	254
Total pop. urbaine (1)	34 555	-	-	-	-		9 892 186
Total pop. urbaine (2)		276 000	671 000	1 080 000	2 306 048	3 877 222	-
Taux d'urbanisation (%)		5.1	7.8	9.9	15.1	18	-

Source : rapports de recensements, voir références bibliographiques

\*population non indigène/ africaine seulement

(1) critère administratif seul

(2) critère administratif + 2000 hab. et plus

**Comparaison avec les données e-Geopolis :** Les données de population officielles sont donc difficiles à manipuler sur le long terme et les comparaisons dans le temps des centres urbains secondaires ayant connu de fortes croissances de population parfois hasardeuses. Les données e-Geopolis pour la période la plus récente approchent au plus près la taille et la population agglomérée des villes de plus de 10 000 habitants.

## REPERES HISTORIQUES ET ECONOMIQUES

### Republic of Kenya/ Jamhuri ya Kenya

#### Ancien(s) nom (s) et dates

Cités-Etats jusqu'au XVIème siècle, sous influence et contrôle du Portugal puis de Oman à la fin du XVIIème

1895-1920: East Africa Protectorate/British East Africa (comprend l'actuel Ouganda)

1920- 1963: Kenya Colony and Protectorate

**Formation du territoire :** 1925 après cession du Jubaland à l'Italie en 1925, transfert de la région de Kisumu–Naivaisha en 1902 et zone nord du Mont Elgon en 1925 depuis l'Ouganda

**Superficie :** 587 776 Km<sup>2</sup>

**Densité 2010 :** 64 hab. Km<sup>2</sup>

**Population totale** : 2010\_juillet : 37 731 500 habitants

Taux de croissance annuel moyen 2000-2010: 3%

Taux de natalité brut 2000 – 2005 : 40

**PIB 2008 (\$)**: total courant 41 896 millions – par hab. à parité : 2 123

Indicateur du développement humain 2008 : rang 144 (sur 179)

### Composition du PIB

Tableau 8 : Les secteurs d'activité économique au Kenya, 2008

	Part du PIB en %
Agriculture, sylviculture et pêche	27
Industries manufacturières, énergie et eau, mines	14.6
Construction	4.3
Transport et communication	11.6
Education, santé et travaux sociaux	9.9
Administration publique et défense	5.7
Immobilier et activités d'affaires	11.1
Autres services	3.2
Commerce, hôtels et restaurants	12.7

L'activité économique et la croissance ont été perturbées par les effets cumulés, notamment sur la production agricole et énergétique, des violences post électorales (2008) et d'une faiblesse des précipitations pendant cinq années consécutives. Le secteur d'exportation a également souffert de la contraction de la demande mondiale. Le secteur agricole (céréales, horticulture, cultures industrielles de sucre de canne pyrèthre, café et thé, et bétail) emploie environ la moitié de la main d'œuvre kenyane mais enregistre de fortes variations annuelles de croissance. L'industrie agroalimentaire, la transformation de biens de consommation et le raffinage du pétrole brut en produits pétroliers destinés à la consommation locale forment l'essentiel du de secteur secondaire. Le tourisme entre pour approximativement 5 % dans le PIB du Kenya. Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) a bénéficié d'un programme public de développement des infrastructures (routes et logements) conduit dans les années 2000. (Source : Perspectives économiques en Afrique 2008)



## MODULE III – REFERENCES

---

### REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bourmaud Daniel (1988) Histoire politique du Kenya : Etat et pouvoir local - Editions CREDU-Karthala

Cambrezy Luc (2006) Les camps de réfugiés du Kenya : des territoires sous contrôle, in Géo-confluences, Dossier Afrique subsaharienne : territoires et conflits - Article disponible sous forme électronique <http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/etpays/Afsubsah/AfsubsahScient5.htm>

Chrétien (2000) *L'Afrique des grands lacs - Deux Mille Ans d'histoire*, Paris : Ed. Aubier

Médard Claire (1999) Territoires de l'ethnicité : encadrement, revendications et conflits territoriaux au Kenya. Thèse de Doctorat , Université de Paris I – Panthéon Sorbonne UFR de Géographie, non publiée

Obidho R.A. & Aduwo G.O (1990) Small Urban Centers and the Spatial Planning of Kenya – Small Towns Africa, Studies in Rural-Urban Interaction, Baker Jonathan ed. The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala

Ominde S.H ed. (1988) Population and Development in Kenya- Heinemann Education Books, Nairobi Ibadan London

Samuel O. Owuor, B. Charlery, M. Chretien and B. Schaffner: Urban planning and management in small and medium-size towns In: Les Cahiers d'Afrique de l'Est – Supplementary Issue, 23-48, September, 2006

Pérouse de Montclos Marc-Antoine & Kagwanga Mwangi Peter (2000) Refugee Camps or Cities? The Socio-economic Dynamics of the Dadaab and Kakuma Camps in Northern Kenya, in Journal of Refugee Studies Vol.13, No 2

UNITED NATIONS - KENYA HUMANITARIAN UPDATE vol. 57, 22 December 2009- 22 January 2010  
Office of the United Nations Humanitarian Coordinator in Kenya

## LEXIQUE

**Agglomérations e-Geopolis :** Le mot « agglomération » est utilisé dans le programme de recherche eGeopolis pour démarquer l'approche proposée des catégories « urbaine/rurale ». La population est déterminée de la façon suivante :

- Le périmètre urbanisé formant l'agglomération est défini à partir d'un critère simple et identique, pour tous les pays et périodes considérés : celui de la continuité du bâti, la distance entre les constructions devant être inférieure à 200 mètres. Cette définition n'entre pas en concurrence avec les définitions officielles de l'urbain de chaque pays, qui définit ses propres catégories statistiques selon des normes qui lui sont propres.
- Sur cette base, la cartographie obtenue après délimitation des périmètres urbains sur les images satellites est superposée à la celle de la répartition de la population au niveau territorial le plus fin disponible (les unités locales), telle que publiée dans les recensements officiels nationaux de population.
- La somme des populations des unités locales agglomérées donne la population de l'agglomération.

Pour plus de détails, voir Africapolis I – Etat et dynamiques de l'urbanisation en Afrique de l'Ouest, e-Geopolis,, Agence Française de Développement, 2008 ; rapport disponible en ligne : <http://www.afd.fr/jahia/Jahia/Africapolis>

**Bicéphalie :** Se dit d'un système urbain dominé par deux agglomérations, lorsque l'indice de primatie (ci-dessous) est inférieur à 2. Cette forme de distribution urbaine caractérise les pays où les fonctions métropolitaines sont partagées, fréquemment entre une capitale économique et une capitale politique, comme en Equateur ou en Italie, au Cameroun, Congo ou Kenya dans la zone d'étude.

**Courbe et modèle rang –taille :** Le modèle rang-taille, tiré de la loi de Zipf (1949), classe un ensemble de villes selon leur rang (en abscisse) et leur taille (en ordonnée). Il est utilisé en géographie urbaine comme un descripteur de l'organisation hiérarchique d'un système de villes interdépendantes, ici à l'échelle d'un pays. L'analyse visuelle et la

détermination de la valeur des paramètres de la droite de régression linéaire de la courbe, exprimée sous forme :  $\log(P) = a \cdot \log(R) + b$ , permet de caractériser le réseau urbain par rapport au modèle théorique de référence. Celui-ci stipule que la taille des villes est prévisible selon leur rang. Ainsi la ville de rang 1 (la ville la plus peuplée) devrait avoir une population deux fois supérieure à la ville de rang 2 etc. Dans cas théorique, la distribution rang-taille des agglomérations est parfaitement linéaire et la pente (paramètre 'a') a une valeur de -1. Voir détails dans Moriconi-Ebrard 1994, p.150

**Densité :** La densité est comprise ici comme le rapport du nombre d'habitants par unité de surface, le kilomètre carré.

**Fonds régional e-Geopolis :** fond cartographique historique unifié à 457 unités spatiales établi pour l'ensemble des pays étudiés (Rapport Général )

**Macrocéphalie :** Situation dans laquelle une agglomération a une taille 'disproportionnée' par rapport aux autres villes du réseau urbain.

**Primatie :** Elle exprime la situation d'une ville au premier rang du classement des villes, par sa population, parmi les villes d'un même État. L'indice de primatie calculé ici est celui dit de Jefferson (1939), qui s'obtient en divisant la population de la première agglomération (P1) par celle de la deuxième agglomération (P2).

**Taux annuel d'urbanisation :** calculé en soustrayant le taux de croissance démographique annuel total au taux de croissance annuel de la population urbaine.

## **LISTE DES CARTES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX**

Carte 1 : Les taches urbaines formées par les agglomérations e-Geopolis

Carte 2 : Les densités de population au Kenya, 1999

Carte 3 : Le périmètre de la 'Western conurbation'

Carte 4 : Le périmètre de la conurbation de Nyanza

Carte 5 : Les centres urbains absorbés par la conurbation de Nyanza

Carte 6 : Les centres urbains absorbés par la Western conurbation

Carte 7 : Les densités de population à l'intérieur de la conurbation de Nyanza

Carte 8 : Le semis des agglomérations de moins de 100 000 habitants au Kenya en 2000

Carte 9 : Statut administratif des agglomérations de moins de 100 000 habitants au Kenya en 1999

Carte 10 : Le semis des agglomérations du Kenya en 1960

Carte 11 : Le semis des agglomérations du Kenya en 1980

Carte 12 : Le semis des agglomérations du Kenya en 2000

Carte 13 : Le semis des agglomérations du Kenya en 2020

Graphique 1: Taux annuel d'urbanisation au Kenya, 1960-2020

Graphique 2 : La courbe de distribution rang-taille des agglomérations du Kenya, 1960-2020

Graphique 3: Le nombre de réfugiés au Kenya, 2006-2009

Tableau 1 : Les grands indicateurs urbains du Kenya, 1960-2020

Tableau 2 : La population des camps de réfugiés de Dadaab et Kakuma, Kenya

Tableau 3 : Evolution du nombre d'agglomérations par catégorie de taille et répartition de la population urbaine, 1950-2020

Tableau 4 : Historique des sources démographiques officielles pour le Kenya, 1901-1999

Tableau 5 : l'évolution du découpage administratif au Kenya

Tableau 6 : Nombre et évolution des centres urbains officiels au Kenya, 1926-1999

# ANNEXE 1 : LISTE DES AGGLOMERATIONS, 1950-2020

Nom	Nom alternatif	c5	PT1950	PT1960	PT1970	PT1980	PT1990	PT2000	e2010	e2020	Xlong	Ylat	S_km2
NAIROBI		NAIROBI	138433	295220	532044	863549	1383199	3024034	4436257	5848481	36.8154	-1.26194	1022.14
Western Conurbation		KISUMU	0	0	0	0	0	0	3932177	4887687	34.7503	0.377046	4248.57
Nyanza Conurbation		CENTRAL KISII	0	0	0	0	0	0	2279433	2595530	34.7258	-0.66022	3028.48
MOMBASA		MOMBASA	94343	161308	254352	350570	477164	711002	894440	1077879	39.7246	-4.02488	98.12
NAKURU		NAKURU	19683	34189	50116	97725	169084	427749	543669	659588	36.1933	-0.248772	511.98
ELDORET		UASIN GISHU	9281	17308	19947	54251	117750	223829	284487	345145	35.2797	0.51366	76.09
MACHAKOS		MACHAKOS	0	0	7971	86795	118497	209819	248006	286193	37.2885	-1.45876	228.89
MERU		MERU CENTRAL	0	0	5735	72357	97426	186022	219878	253734	37.6115	-0.043046	176.81
KITALE		TRANS NZOIA	6699	8838	12544	30129	58428	141428	179755	218082	34.9955	1.03626	52.56
TALA/KANGUNDO		MACHAKOS	0	0	0	7068	14005	139655	165072	190489	37.3389	-1.29341	147.84
NYERI		NYERI	3150	6747	11219	38899	92114	133337	137737	142137	36.9805	-0.468362	107.39
EMBU		EMBU	0	5652	4457	16731	28203	109701	129667	149632	37.4879	-0.536538	110.71
MALINDI		MALINDI	0	4881	11531	24086	38089	83143	104593	126044	40.1108	-3.21507	23.48
MUMIAS		BUTERE/MUMIAS	0	0	0	0	0	74396	98277	122158	34.4951	0.355532	12.96
THIKA		THIKA	5224	11845	19777	42578	60889	91909	94942	97975	37.0764	-1.03904	16.73
KAKUMA		TURKANA	0	0	0	0	0	69239	88002	106766	34.8691	3.72355	8.57
GARISSA		GARISSA	0	0	0	15127	33635	57703	87939	118175	39.6439	-0.448578	5.18
NYAHURURU	Thomson Falls	LAIKIPIA	0	4796	7877	11558	16117	68746	87377	106007	36.3657	0.023443	80.94
KERICHO		KERICHO	3645	6792	11170	30949	51448	68726	87350	105975	35.2877	-0.359714	27.16
DADAAB		GARISSA	0	0	0	1668	1380	54398	82903	111408	40.3063	0.052157	1.38
NANYUKI		LAIKIPIA	4676	9138	12149	19396	25676	62554	79506	96458	37.0797	0.003191	42.26
MIGORI		MIGORI	0	0	2282	6628	14762	67295	78130	88964	34.4753	-1.06171	23.48
MAUA		MERU NORTH	0	0	0	1946	4697	65752	77719	89686	37.916	0.217866	41.58
AHERO		NYANDO	0	0	0	2044	10138	59984	69642	79299	34.9414	-0.188897	43.45
WAJIR		WAJIR	0	0	0	7055	20878	45600	69495	93389	40.0557	1.74675	12.01
TONGAREN		TRANS NZOIA	0	0	0	0	0	49123	64891	80660	34.9204	0.89017	0.83
MANDERA		MANDERA	0	0	0	13789	24088	42471	64726	86981	41.8515	3.93449	14.77
NJORO		NAKURU	0	0	3221	6064	9530	49637	63088	76540	35.959	-0.313279	11.53

MOLO		NAKURU	0	0	4330	5717	13564	47606	60507	73408	35.7485	-0.26399	14.70
KITUI		KITUI	0	0	3173	4726	11591	49474	58478	67483	38.0021	-1.3723	13.43
SIAYA		SIAYA	0	0	0	4557	17522	48212	55974	63737	34.2833	0.065246	20.45
UKUNDA		KWALE	0	0	0	0	0	43793	55091	66389	39.587	-4.28695	13.29
BUSIA		BUSIA	0	0	0	5959	22242	41434	54734	68034	34.1088	0.461162	6.97
MAKUYU		MARAGUA	0	0	0	0	0	51057	52742	54427	37.1716	-0.855246	48.41
ELBURGON		NAKURU	0	0	0	8961	12802	39416	50098	60780	35.8061	-0.29941	4.17
NAIVASHA		NAKURU	0	0	7243	12687	39599	38382	48783	59185	36.4368	-0.720856	6.89
LODWAR		TURKANA	0	0	0	6893	14823	36997	47023	57049	35.5963	3.11352	13.67
KITENKELA	Athi River	MACHAKOS	0	0	0	0	0	36777	46744	56710	36.9776	-1.46491	18.79
HOMA BAY		HOMA BAY	0	0	3506	8296	25260	39667	46054	52440	34.46	-0.538648	13.61
Nembu		THIKA	0	0	0	0	0	42660	44067	45475	36.9019	-1.02694	21.99
Kiminyu		THIKA	0	0	0	0	0	42334	43731	45128	36.8996	-1.00813	14.97
WANGURU		KIRINYAGA	0	0	0	0	0	41709	43085	44462	37.365	-0.676439	12.85
MARAOUA		MURANGA	0	0	0	0	0	41681	43056	44432	37.1374	-0.805807	19.22
ISIOLO		ISIOLO	0	4844	8443	11741	17860	35389	41829	48270	37.5766	0.36003	14.89
GATUKUYU		THIKA	0	0	0	0	0	37335	38568	39800	36.9489	-0.990595	20.40
CHUKA		MERU SOUTH	0	0	0	1508	4468	32530	38451	44372	37.6504	-0.32505	10.49
KARATINA (KIAMBU)		KIAMBU	0	0	0	0	0	36389	37590	38791	36.854	-1.05197	13.71
KANDARA		MARAGUA	0	0	0	0	0	36191	37385	38580	37.0308	-0.911336	24.43
MARIAKANI		KILIFI	0	0	0	3056	10116	29704	37368	45032	39.4693	-3.86331	3.83
KANGEMA		MURANGA	0	0	0	0	1554	34935	36087	37240	36.9801	-0.680252	13.84
SUBOKIA		NAKURU	0	0	0	0	0	25896	32914	39932	36.2377	0.010423	19.77
MURANGA	Fort-Hall	MURANGA	0	5587	5277	15776	23658	30956	31977	32999	37.1556	-0.730466	12.50
VOI		TAITA TAVETA	0	0	4528	7793	14340	25134	31619	38103	38.5688	-3.39171	6.93
MOYALE [KEN]		MOYALE	0	0	0	7438	7896	26430	31240	36050	39.0605	3.53211	13.86
SOTIK		BURET	0	0	0	1463	3992	23464	29823	36182	35.1114	-0.690303	2.68
NAROK		NAROK	0	0	2798	6068	13030	22984	29213	35442	35.878	-1.07891	9.88
KAPENGURIA		WEST POKOT	0	0	0	3020	9122	22826	29012	35197	35.0955	1.25736	0.80
BONDO		BONDO	0	0	0	769	2472	24693	28669	32644	34.2677	-0.097456	5.37
KILIFI		KILIFI	0	0	2858	6350	16447	22603	28435	34267	39.8739	-3.62247	7.28

GILGIL	NAKURU	0	1472	4483	9506	14766	20973	26657	32340	36.326	-0.492702	8.46
MATUNDA	UASIN GISHU	0	0	0	0	0	20643	26238	31832	35.125	0.849046	0.89
KERUGOYA /KUTUS	KIRINYAGA	0	0	0	3884	10786	25258	26091	26925	37.2772	-0.500781	3.64
MAU NAROK	NAKURU	0	0	0	0	0	20255	25744	31233	36.003	-0.599797	4.57
PORT VICTORIA	BUSIA	0	0	0	0	0	18679	24675	30671	33.9777	0.100801	12.78
MSAMBWENI	KWALE	0	0	0	6076	6121	18764	23604	28445	39.4681	-4.47243	9.21
OTHAYA	NYERI	0	0	0	2320	5468	22549	23293	24037	36.9368	-0.544116	11.31
MARALAL	SAMBURU	0	0	4232	10035	9111	18112	23020	27928	36.7005	1.09775	6.01
NAROMORU	NYERI	0	0	0	0	0	21845	22566	23287	37.0165	-0.164578	2.50
LARE	MERU NORTH	0	0	0	0	1331	18835	22262	25690	37.9388	0.335798	0.59
KABARNET	BARINGO	0	0	0	3941	9785	17158	21807	26457	35.7486	0.489158	12.64
MARSABIT	MARSABIT	0	0	6802	8930	11189	18281	21609	24936	37.9935	2.33607	8.20
RUNJENJES	EMBU	0	0	0	1599	2683	18257	21579	24902	37.5719	-0.421476	0.98
NAMBALE	BUSIA	0	0	0	0	0	16335	21578	26822	34.2503	0.453504	1.75
TAVETA	TAITA TAVETA	0	0	0	2120	12070	16628	20918	25209	37.6789	-3.40465	4.70
KIKIMA	MAKUENI	0	0	0	0	1878	17231	20367	23503	37.4478	-1.66139	0.33
JUJA	THIKA	0	0	0	0	0	19691	20340	20990	37.0259	-1.08971	7.67
UGUNJA	SIAYA	0	0	0	0	0	17421	20226	23031	34.2977	0.184824	1.31
MTITO-ANDEI	MAKUENI	0	0	0	2186	4886	16745	19792	22840	38.1667	-2.68932	1.62
MBITA	SUBA	0	0	0	0	5546	16955	19685	22414	34.2087	-0.422538	7.35
LOITOKITOK	KAJIADO	0	0	0	2276	5942	15062	19143	23225	37.5064	-2.9226	3.75
BUMALA	BUSIA	0	0	0	0	0	14250	18824	23399	34.2016	0.304086	0.42
LAMU	LAMU	6200	6000	7487	8443	9186	14742	18546	22349	40.9065	-2.27942	1.48
BURNT FOREST	UASIN GISHU	0	0	0	0	2601	14398	18300	22202	35.4284	0.218023	1.95
HOLA	TANA RIVER	0	0	0	5636	9589	13602	17112	20621	40.0339	-1.50158	6.20
MWINGI	MWINGI	0	0	0	0	4846	14254	16848	19443	38.0593	-0.934686	4.31
NDUNYU NJERU	NYANDARUA	0	0	0	0	1222	16199	16733	17268	36.5616	-0.546654	0.71
KIPKELION	KERICHO	0	0	0	0	0	13158	16724	20290	35.442	-0.204775	11.07
NJABINI	NYANDARUA	0	0	0	0	1411	15872	16396	16920	36.6566	-0.727073	0.71
MUHORONI	NYANDO	0	0	0	5733	10610	14116	16389	18662	35.2073	-0.15541	2.77
USENGE	BONDO	0	0	0	0	1432	13599	15789	17978	34.058	-0.064237	4.14

WOTE	MAKUENI	0	0	0	0	1823	13169	15565	17962	37.6268	-1.78834	4.74
NAMANGA	KAJIADO	0	0	0	2177	4828	12244	15562	18880	36.7933	-2.53897	0.97
KARURI	MURANGA	0	0	0	0	17189	14950	15444	15937	37.0402	-0.711388	1.92
NAIRAGIE ENGARE	NAROK	0	0	0	0	0	11995	15246	18497	36.1633	-1.04377	7.00
BOMET	BOMET	0	0	0	0	1168	11488	14601	17714	35.3433	-0.785335	2.12
MITUNGUU	MERU CENTRAL	0	0	0	0	0	12342	14589	16835	37.7793	-0.104331	1.15
Kimbimbi	KIRINYAGA	0	0	0	0	0	14103	14568	15034	37.3708	-0.622208	4.04
MWATATE	TAITA TAVETA	0	0	0	0	1851	11478	14440	17401	38.3723	-3.50105	0.92
RUMURUTI	LAIKIPIA	0	0	0	0	0	11197	14232	17266	36.5365	0.266409	3.48
ELDAMA RAVINE	KOIBATEK	0	0	2786	4141	7854	11069	14069	17069	35.724	0.05101	3.00
KALOKOL	TURKANA	0	0	0	0	0	10848	13788	16728	35.8305	3.49425	0.27
LOKiCHOGGIO	TURKANA	0	0	0	0	0	10712	13615	16518	34.3561	4.20541	2.57
WAGALLA	WAJIR	0	0	0	0	0	8888	13545	18202	39.9327	1.74245	2.92
SULTAN HAMUD	KAJIADO	0	0	0	1374	1683	11196	13234	15271	37.372	-2.01676	1.78
KWALE	KWALE	0	0	0	2294	4020	10446	13141	15837	39.4569	-4.1744	3.24
FUNYUU	BUSIA	0	0	0	0	0	9731	12855	15979	34.1238	0.280044	0.47
MAKINDU	MAKUENI	0	0	0	0	0	10799	12764	14729	37.8263	-2.2779	12.01
ONGATA RONGAI	KAJIADO	0	0	0	0	18462	9834	12500	15165	37.4364	-2.70001	1.32
KATITO	NYANDO	0	0	0	0	0	10751	12482	14213	34.9614	-0.27977	6.99
RHAMU	MANDERA	0	0	0	0	5067	8142	12409	16675	41.2149	3.93618	0.68
SAGANA	KIRINYAGA	0	0	0	0	0	11670	12055	12440	37.2144	-0.668151	9.33
KAJIADO	KAJIADO	0	0	0	3715	6541	9440	11998	14556	36.7888	-1.84667	2.70
ITEN TAMBACH	KEIYO	0	0	0	0	0	9211	11708	14204	35.5079	0.668012	1.22
KANGARI	MARAGUA	0	0	0	0	0	10588	10938	11287	36.872	-0.784064	0.54
SIKAGO	MBEERE	0	0	0	0	0	8781	10379	11977	37.6467	-0.587575	2.12
MARIGAT	BARINGO	0	0	0	1117	3957	7775	9883	11990	35.9871	0.471784	1.93
MOGOTIO	KOIBATEK	0	0	0	2289	3234	7695	9781	11866	35.9599	-0.026171	3.14
NANDI HILLS	NANDI	0	0	0	1410	1900	7489	9519	11548	35.1843	0.103393	0.30
MATUU	MACHAKOS	0	0	0	0	0	7981	9434	10887	37.5429	-1.14732	2.05
KEHANCHA	KURIA	0	0	0	0	3062	7941	9220	10498	34.6172	-1.19854	1.54
KILGORIS	TRANS MARA	0	0	0	2017	5058	7162	9102	11043	34.8802	-1.00764	0.96

LITEIN		BURET	0	0	0	0	1650	7053	8965	10876	35.193	-0.582304	3.27
KISUMU	Port Florence	KISUMU	12165	21077	37282	155881	201886	332416	0	0	0	0	0.00
KAKAMEGA		KAKAMEGA	0	0	7238	34045	60095	76338	0	0	0	0	0.00
KISII		CENTRAL KISII	0	0	7012	30742	45728	67192	0	0	0	0	0.00
WEBUYE		BUNGOMA	0	0	0	18681	30173	72241	0	0	0	0	0.00
BUNGOMA		BUNGOMA	0	0	5149	25305	29336	75239	0	0	0	0	0.00
RUIRU		THIKA	0	0	0	2173	26800	112861	0	0	0	0	0.00
KAPSABET		NANDI	0	0	2350	3303	12094	50191	0	0	0	0	0.00
NYAMIRA		NYAMIRA	0	0	0	7837	8125	103084	0	0	0	0	0.00
VIHIGA		Vihiga	0	0	0	0	0	112793	0	0	0	0	0.00
RONGO		Migori	0	0	0	0	4518	82212	0	0	1	1.161	0.00
KI MILILI		Bungoma	0	0	0	2332	6908	73605	0	0	0	0	0.00
LUANDA		Vihiga	0	0	0	3572	4396	68278	0	0	0	0	0.00
YALA		Siaya	0	0	0	0	0	41329	0	0	0	0	0.00
MALAVA		Kakamega	0	0	0	0	0	24975	0	0	0	0	0.00
SIRISIA	Mwale	Bungoma	0	0	0	0	0	24207	0	0	0	0	0.00
KENDUBAY		Rachuonyo	0	0	0	0	0	22709	0	0	0	0	0.00
MALAKISI		Bungoma	0	0	0	0	0	12465	0	0	0	0	0.00
LUMAKANDA		Lugari	0	0	0	0	0	11728	0	0	0	0	0.00
BUTERE		Butere/Mumias	0	0	0	0	0	10064	0	0	0	0	0.00



## ANNEXE 2 : DIFFUSION DES DONNEES AFRICAPOLIS : TABLEAUX ET GEO-VISUALISATION

L'ensemble des données exploitées pour les études Africapolis I et Africapolis II sont disponibles sur le site *e-Geopolis*.

Pour accéder aux données, il suffit de se connecter au site : <http://e-geopolis.eu>

Les tables constituent alors une base de données relationnelle développée en *Structure Query Language (SQL)*. La base est interrogeable via un formulaire depuis un Système de Gestion de Contenus (*Content Management System (CMS)*).

### Démarche pour extraire un tableau (figure 1)

1. choisir un continent : *ex. Afrique*
2. choisir un sous-continent : *ex. Afrique de l'est*
3. choisir un pays : *ex. Ethiopie*
- 4.1 choisir une date : *ex 2010* ou 4.2; choisir une période : *ex 1980-2010*
5. choisir 1 à 4 variables : *ex population de la ville éponyme, population de l'agglomération, nombre d'unités locales, superficie*
6. cliquer sur « display » (« afficher »)

Figure 1. Interrogation en ligne de la base de données e-geopolis

La réponse affiche une vue tabulaire des données (*i.e* un tableau/liste d'agglomérations) (figure 2).

Figure 2.

### Vue tabulaire des données retournées en réponse en ligne

AMERICAPOLIS

EURDPOLIS

ASIAPOLIS

CHINAPOLIS

INDIAPOLIS

AFRICAPOLIS

MENAPOLIS

Home page >

Home - Data

ACCESS TO e-Geopolis : Data at a glance

DATA Request results :

Urban Area	1980			1990			2000			2010			2020		
	popag	nbu	area	popag	nbu	area	popag	nbu	area	popag	nbu	area	popag	nbu	area
Bangui(Zongo)[CAF]	349841	2	4.4011	482354	2	4.4011	667031	2	4.4011	957634	2	4.4011	1248237	2	4.4011
BerhTali	32819	1	4.2594	44838	1	4.2594	68872	1	4.2594	98129	1	4.2594	127308	1	4.2594
Carnot	22752	1	4.8444	32654	1	4.8444	42454	1	4.8444	53244	1	4.8444	64034	1	4.8444
Bamban	34261	1	5.7875	38929	1	5.7875	40847	1	5.7875	42698	1	5.7875	44549	1	5.7875
Bira	17797	1	6.5387	23875	1	6.5387	32514	1	6.5387	42297	1	6.5387	52080	1	6.5387
Bouar	33535	1	5.9395	39751	1	5.9395	40229	1	5.9395	40680	1	5.9395	41130	1	5.9395
Boissangou	27712	1	6.494	32023	1	6.494	35518	1	6.494	39008	1	6.494	42499	1	6.494
Nola	9376	1	3.5293	15793	1	3.5293	25731	1	3.5293	38276	1	3.5293	50822	1	3.5293
Bangassou	22888	1	4.7493	25158	1	4.7493	30123	1	4.7493	35322	1	4.7493	40521	1	4.7493
Mba'hi	14134	1	3.8731	17422	1	3.8731	21190	1	3.8731	24977	1	3.8731	28955	1	3.8731
Kaga-Bandoro	16152	1	6.9954	24295	1	6.9954	24588	1	6.9954	24860	1	6.9954	25134	1	6.9954
Sibut	15495	1	5.7418	18501	1	5.7418	21555	1	5.7418	24888	1	5.7418	27841	1	5.7418
Bozoum	15074	1	6.3167	17662	1	6.3167	20011	1	6.3167	22389	1	6.3167	24766	1	6.3167
Bokaranga	6934	1	6.9952	8864	1	6.9952	13932	1	6.9952	20521	1	6.9952	27111	1	6.9952

**NB :** pour des raisons de lisibilité de l'affichage du tableau retourné par la requête, celui-ci est limité à 17 colonnes.

pour 4 variables choisies, période maximale de 30 ans  
pour 3 variables choisies, période maximale de 50 ans  
pour 2 variables choisies, période maximale de 70 ans  
pour 1 variable choisie, période maximale de 150 ans

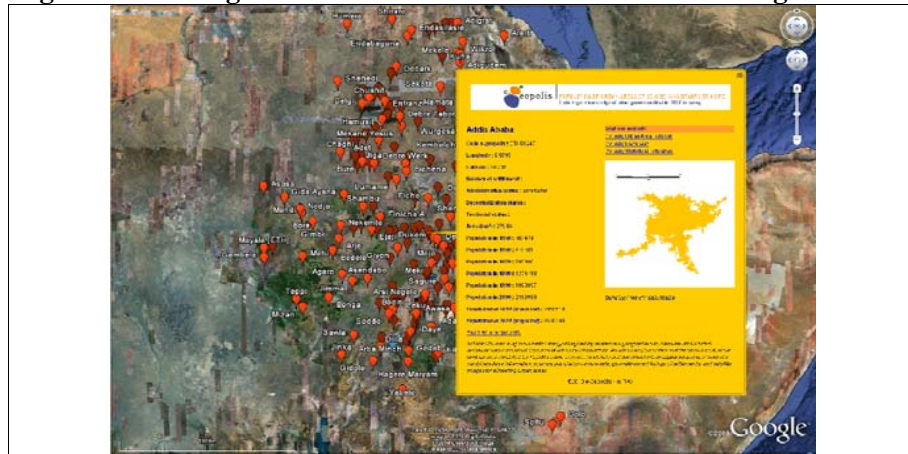
### Démarche pour géovisualiser les données dans GoogleEarth

- La 1ère ligne propose un lien permettant d'afficher les agglomérations du pays dans le navigateur *Google earth* en cliquant sur le nom du pays
- Les lignes suivantes affichent la liste des agglomérations avec les variables retenues.

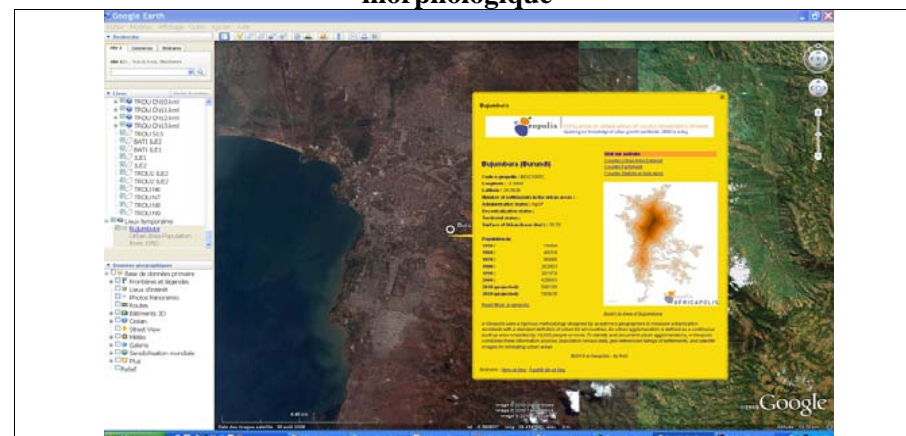
La géo visualisation de la base revêt deux aspects :

- Affichage dans *Google Earth* d'une **infobulle** (*balloon*) avec les données démographiques par agglomération de 1950 à 2010 (*figure 3*). L'infobulle propose, outre les données sur la population, l'intégration d'une carte animée de l'évolution de la croissance spatiale pour les métropoles nationales (*figure 4*).

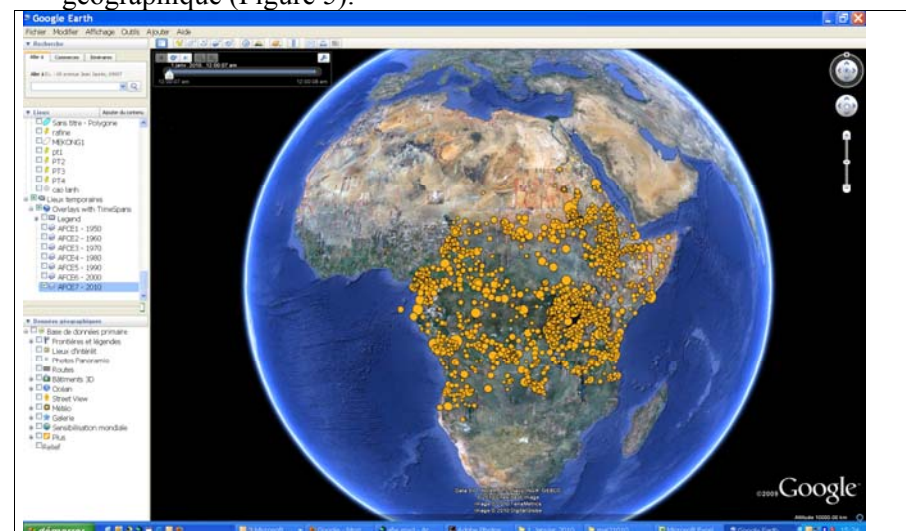
**Figure 3. Affichage des données dans une infobulle dans Google Earth**



**Figure 4. Affichage des données dans une 'infobulle' avec évolution morphologique**



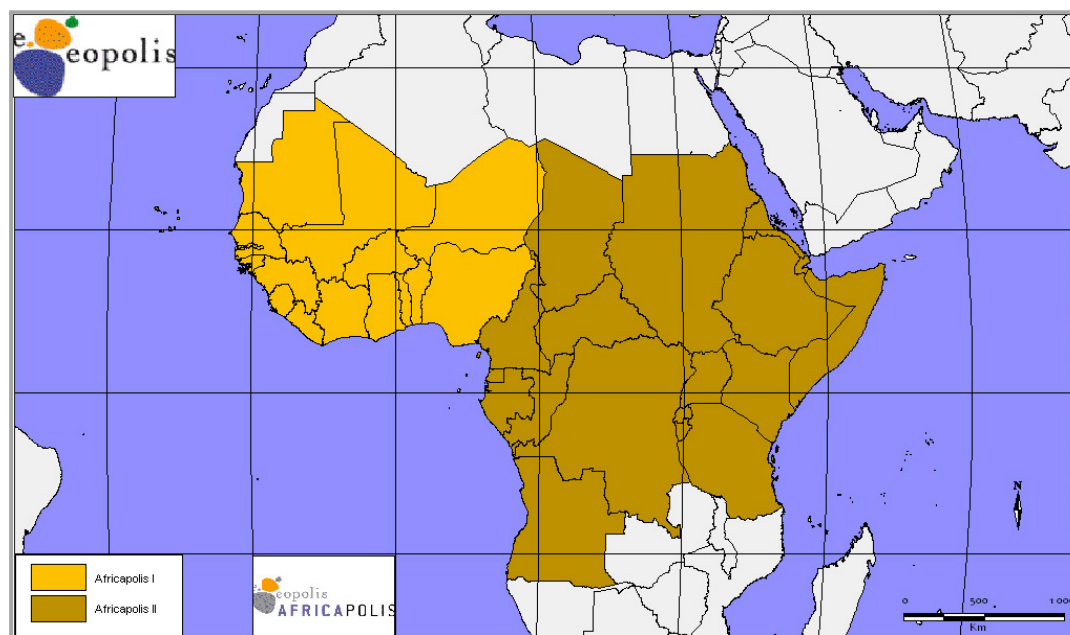
- Affichage dans *Google Earth* d'une carte animée de l'évolution de la population pour l'ensemble des agglomérations d'un pays ou d'une aire géographique (*Figure 5*).



**Figure 5. Affichage des données sous forme de vue cartographique avec évolution démographique**

# AFRICAPOLIS

## II. L'URBANISATION EN AFRIQUE CENTRALE ET ORIENTALE



Dominique Harre  
François Moriconi-Ebrard  
Hervé Gazel

## INTRODUCTION

De nombreuses villes ont autrefois parsemé les territoires d'Afrique centrale et orientale, depuis Méroé au nord du Soudan, les villes médiévales éthiopiennes ou les capitales du royaume du Kongo. Pourtant, en dépit de l'ancienneté indéniable du fait urbain, les dynamiques urbaines contemporaines émanent pour l'essentiel des foyers d'urbanisation ouverts depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle par la création de ports, de capitales politiques ou de villes minières. Dans cette partie du continent africain, le potentiel de croissance urbaine est le plus élevé de la planète et les taux d'urbanisation nationaux demeurent faibles au regard des autres pays du monde, voire du reste de l'Afrique. Quelques pays présentent d'ailleurs des records mondiaux avec des taux d'urbanisation inférieurs à 15% en 2010. Le Congo, Djibouti, le Gabon et le Cameroun font exception avec des taux d'urbanisation supérieurs à 50%.

Les indicateurs et les analyses proposées dans l'étude *Africapolis II* exploitent le résultat d'une base de données fondée dans le cadre d'un programme scientifique financé initialement par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR)<sup>4</sup>. Cette approche inédite permet, à partir de l'identification de chaque agglomération<sup>5</sup> (toponyme, taille et localisation géographique), de mesurer et de comparer les dynamiques et les formes de l'urbanisation ainsi que la distribution spatiale des semis urbains. En 2010, 112 millions d'urbains vivaient dans les 1 358 agglomérations de 10 000 habitants ou plus identifiées dans les 19 pays étudiés : Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Congo démocratique, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Centrafrique, Gabon, Guinée Equatoriale, Kenya, Ouganda, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Somalie, Tanzanie, Tchad.

L'approche à la fois morphologique et statistique propre à *e-Geopolis* montre que la croissance et les dynamiques urbaines connaissent des évolutions de rythme et de forme qui, non seulement sont en train de propulser les taux d'urbanisation de pays très faiblement urbanisés, mais transforment la vision classique des processus d'urbanisation en Afrique. En effet, sans remettre en question, ni l'explosion démographique des grandes capitales (Kinshasa, Luanda, Khartoum...), ni le développement récent des villes moyennes, les chiffres montrent que les évolutions les plus actuelles se passent ailleurs : dans les zones de peuplement très denses et selon un mouvement très actif d'urbanisation *in-situ*. Ces nouveaux foyers d'urbanisation peuvent prendre la forme de conurbations de grande taille associées à des métropoles ou des agglomérations intermédiaires.

Ce résumé présente les tendances (section 1) puis les grands foyers d'urbanisation en insistant sur les dynamiques propres aux formes de peuplement de l'Afrique centrale et orientale (section 2). Puis l'analyse des systèmes urbains rappelle que le continent africain suit les grands modèles formulés ailleurs par les géographes quantitativistes (section 3). La section finale (section 4) évoque quelques questions de développement suscitées par les résultats de l'étude avant de conclure par des recommandations.

---

<sup>4</sup> Programme e-Geopolis. Corpus et Bases de Données (ANR 342/2007). Responsable scientifique : F. Moriconi-Ebrard

<sup>5</sup> La population est déterminée de la façon suivante : 1/ le périmètre urbanisé est défini à partir du critère de la continuité du bâti, la distance entre les constructions devant être inférieure à 200 mètres ; 2/ la cartographie obtenue après délimitation des périmètres urbains sur les images satellites est superposée à la celle de la répartition de la population au niveau territorial le plus fin disponible (les unités locales), telle que publiée dans les recensements officiels nationaux de population ; 3/ la somme des populations des unités locales agglomérées donne la population de l'agglomération.



## **PREAMBULE - TROIS ECHELLES D'OBSERVATION : L'ENSEMBLE REGIONAL, LES PAYS ET LES GRANDES ZONES DE PEUPLEMENT**

Les 19 pays formant la zone de l'étude ne forment pas un ensemble homogène de multiples points de vue : la taille, les ressources naturelles et économiques, les niveaux de revenu, l'histoire politique, les formes du peuplement et de l'habitat. Tout concourt à de grandes disparités nationales. L'analyse des indicateurs de l'urbanisation s'est donc effectuée à deux échelles d'observation : celle, nationale, des pays, ce qui a donné lieu à la rédaction de 19 Fiches Pays et celle, globale, de l'ensemble des 19 pays (dit Afrique centrale et orientale) présentée dans un rapport principal.

Cet ensemble a été traversé par des mouvements de population de grande ampleur. Bien que leur origine, contextes politiques et conséquences humaines soient peu comparables (migrations liées aux sécessions politiques, fronts pionniers agricoles, déplacements coercitifs coloniaux, exode rural, déplacés et réfugiés des conflits), ils participent tous aux recompositions incessantes du peuplement dans cette partie du continent, souvent indépendamment des frontières nationales. L'analyse globale fait apparaître les contrastes que présente la géographie humaine. Dans une typologie à 9 zones, basée sur le critère des logiques et des structures du peuplement, deux foyers de peuplement se distinguent : il s'agit des hautes terres des Grands Lacs et de celles de l'Ethiopie, les plus anciennement et les plus densément peuplées aujourd'hui (Tableau 1).

Les dynamiques des systèmes urbains doivent donc être appréhendées selon plusieurs échelles d'observation et selon des régimes diachroniques variables.

- La synthèse réalisée sur les grandes migrations, dans le temps et dans l'espace, qui divisent la zone d'étude en 9 grandes zones de peuplement, montre des effets de structure à l'œuvre sur le très long terme. Les taux d'urbanisation varient du simple au double d'une zone à l'autre et certaines sont quasiment dépourvues d'agglomérations, voire de population.
- Depuis le XIXème siècle, les fronts pionniers agricoles – incluant les déplacements coercitifs coloniaux ou les politiques de regroupement/villagisation - ont agi comme facteurs d'intégration économique en favorisant les échanges marchands et en rééquilibrant l'accès aux ressources foncières, et engendré la formation de centres urbains régionaux. En revanche, l'exode rural autrefois important est aujourd'hui en voie de tarissement et lié davantage à des contextes locaux.
- A plus court terme, et souvent à l'échelon local/national ou transfrontalier, ce sont les déplacements résultant des multiples conflits armés des trente dernières années qui caractérisent les mouvements contemporains de population. Des conséquences très directes sur la croissance de villes particulières ou l'accentuation des déséquilibres des systèmes urbains ont été identifiés par cette étude.

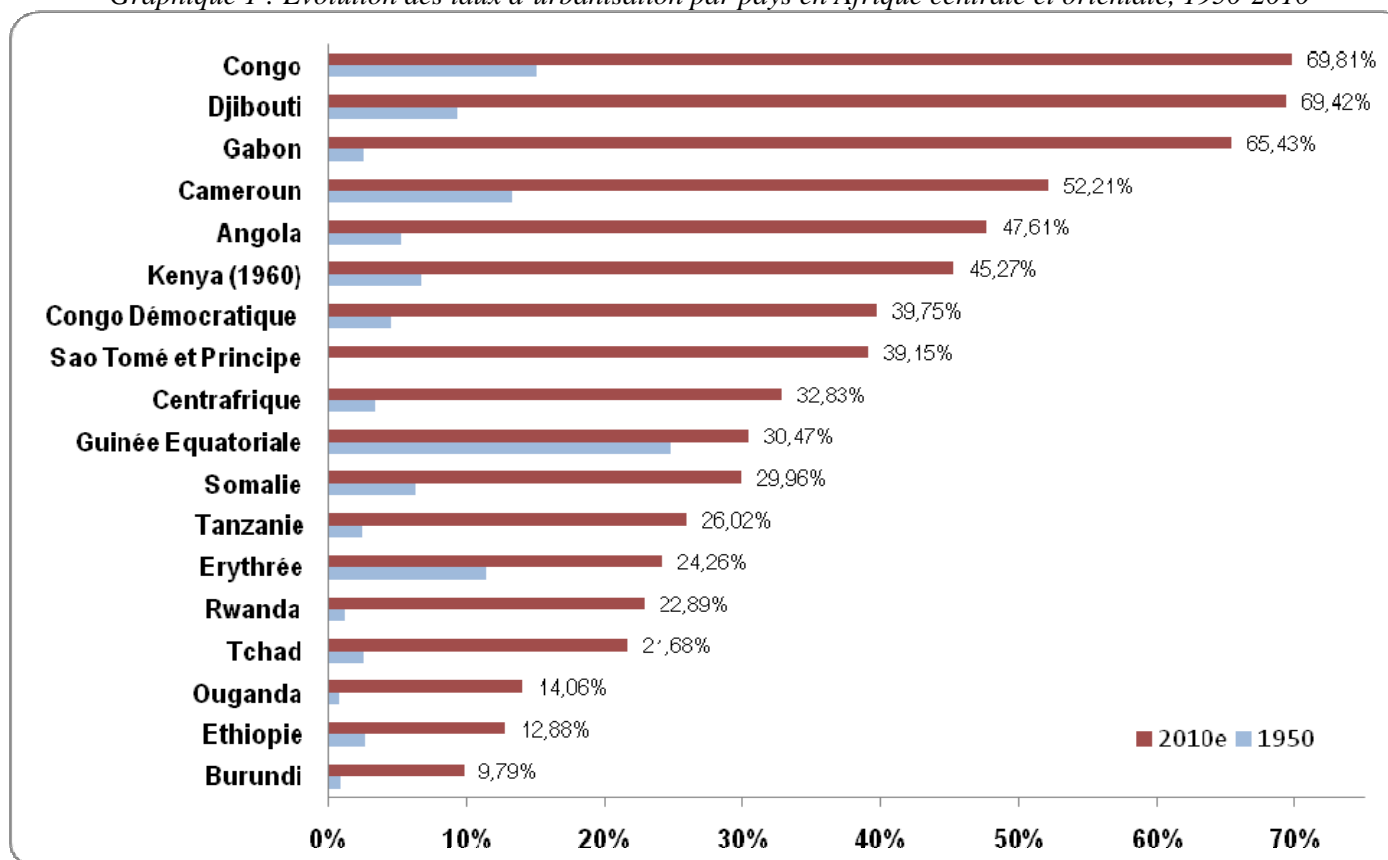
## **LES PRINCIPAUX RESULTATS**

Les taux d'urbanisation standardisés *e-Geopolis*, calculés à partir de la liste des agglomérations, autorisent une analyse comparative et diachronique que ne permettent pas l'extrême diversité et la variabilité dans le temps des définitions nationales de l'urbain (voir le rapport général de l'étude et les Fiches Pays pour le contenu et les évolutions de ces définitions). Les comparaisons confirment la très grande diversité des situations nationales et régionales, tout en mettant en évidence le rôle de la croissance démographique dans l'ensemble des pays.

## Les taux d'urbanisation : un des derniers endroits du monde à s'urbaniser

Dans cette partie du monde qui commence tardivement à s'urbaniser, les taux d'urbanisation, sauf quelques exceptions, restent bas et souvent inférieurs à 25% selon les estimations réalisées pour 2010. Le Burundi et l'Éthiopie sont les pays les moins urbanisés du monde avec, dans une moindre mesure, le Rwanda et l'Ouganda. Des écarts importants se sont donc créés ou ont persisté depuis 1950 : en 2010, les taux varient de 10% pour le Burundi à 70% pour le Congo et Djibouti, qui est plutôt une Cité-Etat. Le Gabon (65%), le Cameroun (52%), l'Angola (47%) et le Kenya (45%), dont les taux d'urbanisation ont fait un bond considérable, appartiennent également au peloton de tête des pays les plus urbanisés du continent.

Graphique 1 : Evolution des taux d'urbanisation par pays en Afrique centrale et orientale, 1950-2010



Source : taux standardisés issus de la base de données e-Geopolis, 2010

Ces contrastes s'observent également entre les 9 grandes zones de peuplement. Ainsi, le couloir sahélien où vit environ 1/3 de la population des 19 pays étudiés est le moins urbain. Bien qu'ils rassemblent 43% de la population totale des 19 pays, les trois grands foyers historiques de peuplement, 'Ethiopien', 'Grands Lacs' et 'Ouest Cameroun', restent faiblement urbanisés avec un maximum de 35% dans l'Ouest du Cameroun. Ces zones de forte densité humaine contrastent avec les vastes étendues de territoire où la densité humaine est très faible mais où les taux d'urbanisation sont les plus élevés (Gabon, Congo, côtes de l'Angola). Cependant, en raison de leur masse démographique considérable, jointe à une croissance démographique soutenue, de fortes densités rurales et de ce très faible taux d'urbanisation, ces trois foyers historiques présentent sans aucun doute le plus fort potentiel d'urbanisation de la zone d'étude.

La faiblesse relative des taux d'urbanisation ne doit pas masquer le volume considérable des stocks de population urbaine, en dépit du poids secondaire de cet ensemble de pays dans l'urbanisation de la Planète. En 2010, les 112 millions d'urbains d'Afrique centrale et orientale représentaient un tiers de la population urbaine de l'Inde ou la moitié de celle des Etats-Unis. Ce stock d'urbains est principalement constitué de Congolais du Congo démocratique et de Kenyans. Ce phénomène de stock de population se manifeste aussi par le poids de quelques métropoles, comme l'ensemble Kinshasa- Brazzaville avec ses 8 millions d'habitants, Luanda et Khartoum qui ont passé les 5 millions d'habitants.

Tableau 1 : Les indicateurs de l'urbanisation par grande zone de peuplement en 2010

	Superficie (km <sup>2</sup> )	Population (millions)	Pays concernés	Taux d'urbanisation	Agglomérations		
					Nb.	Taille de la plus grande	Taille moyenne
Afrique soudanaise et centrale							
Couloir sahélien	1 400 000	39.5	Cameroun RCA Tchad Erythrée	20%	132	1 130 000	59 000
Chemin oubanguien	500 000	21.5	Cameroun RCA Tchad Soudan	20%	75	1 093 000	57 000
Voie bantoue du NW	800 000	22.5	Cameroun Congo RDC	31.8%	68	1 900 000	105 000
Voie bantoue occidentale	600 000	30.0	Guinée Eq. Gabon Congo Angola RDC	43.0%	53	7 208 000	235 000
Voie bantoue NE	400 000	9.7	RDC	28.0%	30	1 000 000	90 000
Voies bantoue Est, Sud	400 000	22.0	RDC	29%	99	1 321 609	65 000
Trace angolaise	200 000	20.2	Angola	35.5%	99	5 230 000	72 400
Afrique orientale							
Foyer éthiopien	500 000	55.5	Ethiopie	17.0%	184	2 960 000	50 000
Foyer des Grands Lacs	450 000	115.9	RDC Tanzanie Burundi Rwanda Ouganda Kenya	21.0%	237	4 435 000	103 000

Source : e-Geopolis, 2010. RCA : République Centrafricaine ; RDC : République du Congo démocratique

## La croissance urbaine la plus rapide du monde en 2010

Le volume de population urbaine se caractérise aussi par son émergence récente dans la population urbaine mondiale car c'est dans cette partie du monde que qu'on enregistre la plus forte croissance. Les faibles taux observés en 1950 - 4,4 % en moyenne - expliquent en partie la vigueur de la croissance urbaine des cinq dernières décennies : l'effectif total de population des agglomérations de 10 000 habitants ou plus a été multiplié par 34 en 60 ans. En 1910, on comptait à peine une vingtaine d'agglomérations dans ce vaste espace de 12,8 millions de km<sup>2</sup>, dont les deux plus peuplées Khartoum et Harar (60 000 et 37 000 habitants). Comme en Afrique de l'Ouest, le nombre d'agglomérations a quasiment décuplé, elles étaient 86 en 1950 et 1 358 en 2010. En 2020, il y aura 3 agglomérations de plus de 5 millions d'habitants contre aucune de plus de 500 000 en 1960. Prise par pays, la croissance urbaine se révèle toutefois très inégale. Il reste que les taux d'urbanisation ne cessent d'augmenter (Tableau 1 en annexe), situant sans équivoque l'ensemble des pays dans la phase « 2 » de la transition urbaine.

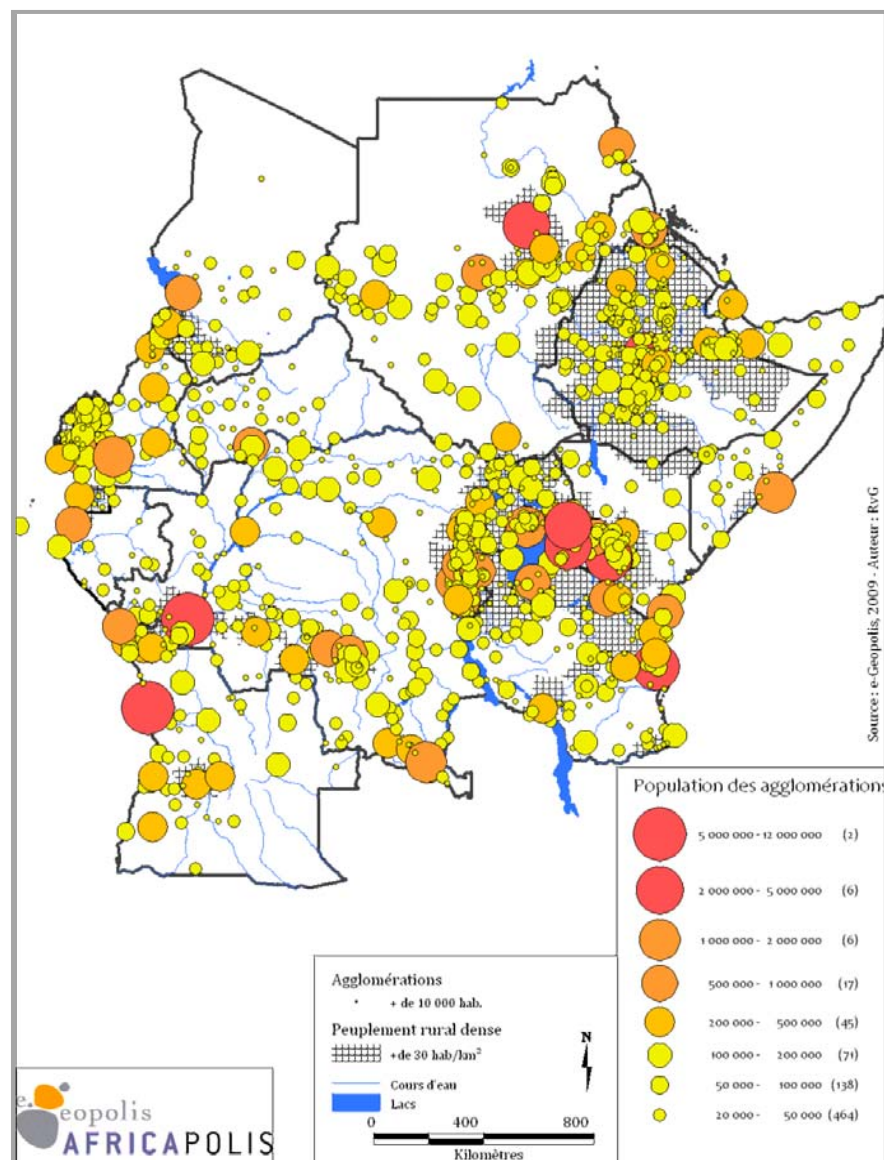
La croissance urbaine a été très largement alimentée par la croissance démographique, l'une des plus fortes au monde, avec une moyenne annuelle de 3% entre 1960 et 2010, qui s'est à peine ralentie au cours de la dernière décade (2% en moyenne) et seulement significativement dans quelques pays comme la Tanzanie, le Rwanda ou la Somalie. L'influence de la pression démographique demeure primordiale, d'une part parce que la croissance des grandes métropoles est essentiellement tirée par leur accroissement naturel, d'autre part parce que ce sont dans les zones les plus densément peuplées et jusqu'à présent les moins urbanisées que se produit la croissance urbaine la plus forte. Cette double caractéristique recoupe grosso-modo la formation historique de deux types de foyers d'urbanisation. Il s'agit, d'une part, d'un ensemble de métropoles et de cités minières qui se sont épanouies depuis le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle et, d'autre part, de foyers très récents où se façonnent des formes complexes et inédites d'urbanisation *in-situ*.

### Le semis des agglomérations : très lâche avec de fortes disparités spatiales

Peu de pays ont un semis d'agglomérations bien réparti sur le territoire habité (Somalie, Ethiopie, Tanzanie), une caractéristique qui s'explique d'abord par les fortes disparités de densité (Carte 1) ; en effet, si certains milieux naturels comme les déserts ou les regroupements de population favorisent l'émergence de villes dans les zones peu denses, on constate la persistance de 'trous' importants dans le semis. Ceux-ci constituent autant de *vacuums* dont certains sont le résultat de politiques territoriales posant des interdicts d'occupation (espaces forestiers protégés en Tanzanie ou Kenya). Le plus large de ces *vacuums* est celui du Congo démocratique où, en 2010, les « zones » de densité inférieure à 10 habitants/ km<sup>2</sup> s'inscrivaient dans un cercle de 1 200 kilomètres de diamètre (voir carte dans la Fiche Pays correspondante).



Carte 1 : Densités rurales et semis des agglomérations



Les déséquilibres géographiques des réseaux urbains sont particulièrement prononcés si on tient compte de la taille des villes, car des régions administratives entières (nord et est du Kenya, centre du Congo démocratique, partie nord du Congo, sud du Tchad, nord de l'Angola) sont totalement dépourvues de villes de plus de 100 000 habitants en 2010. Dans certains cas, cette absence d'agglomérations secondaires s'observe aussi là où le semis de petites agglomérations est assez dense, comme le sud de l'Ethiopie, la Centrafrique, la Somalie, l'est du Congo ou le sud du Tchad. Ce motif (*pattern*) reflète le déficit général de villes intermédiaires constaté à l'analyse des systèmes urbains (voir section suivante) mais il a également une composante spatiale dans la mesure où il s'accompagne d'une relative concentration géographique des agglomérations de plus de 100 000 habitants, dans certaines régions nationales comme l'ouest du Cameroun, le centre-sud du Congo démocratique, ou dans certaines régions frontalières autour des Lacs Victoria et Albert ainsi que la zone côtière Tanzanie/Kenya. L'émergence de nouvelles agglomérations à l'horizon 2020 et la croissance attendue des petites villes ne permettra qu'un rééquilibrage spatial partiel du semis urbain (sud de l'Ethiopie par migrations interrégionales) Bien plus, le mouvement très actif d'urbanisation *in-situ* tend à renforcer les disparités spatiales à l'échelle des territoires nationaux, un phénomène particulièrement net au Kenya, au Cameroun, en Ethiopie ou au Congo démocratique (voir Fiches Pays correspondantes).

### LES FOYERS D'URBANISATION DU XX<sup>EME</sup> ET DU XXI<sup>EME</sup> SIECLES

Les villes et les cultures urbaines anciennes, associées aux royaumes chrétiens d'Axum, aux Cités Etats musulmanes d'Ethiopie, aux villes marchandes côtières de la Tanzanie actuelle, ont disparu. Les réseaux historiques ne sont plus visibles si ce n'est par la permanence de villes importantes comme Luanda, créée au début du 16<sup>e</sup> siècle, ou Gondar située sur les hauts plateaux éthiopiens. En Ouganda, la ville royale ancienne est devenue un quartier de la capitale actuelle. En fait, le réseau urbain contemporain de l'Ethiopie est issu des structures mises en place avec l'expansion du règne de Ménélik II et ceux du Kenya, de la Tanzanie ou du Cameroun sont des créations économiques et politiques des administrations coloniales.

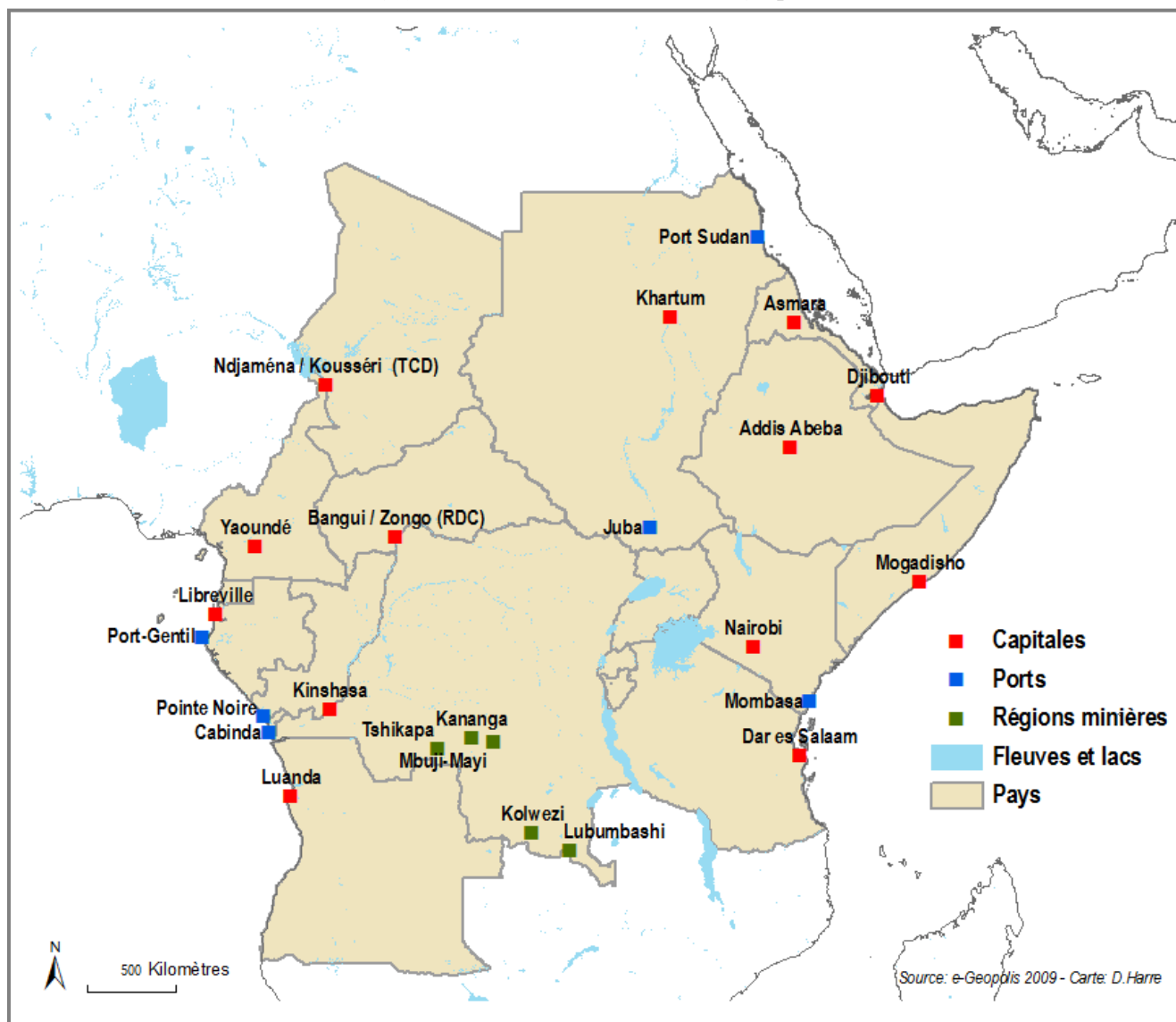
#### Les grands foyers du XX<sup>ème</sup> siècle : métropoles, ports et régions urbanisées

La croissance urbaine du dernier tiers du XX<sup>ème</sup> siècle a vu l'émergence d'un archipel de grandes agglomérations pouvant être réparties en trois groupes :

- 13 métropoles ayant statut de capitales nationales (31 millions d'habitants),
- 5 agglomérations en position de port maritime ou fluvial (3,5 millions d'habitants),
- 5 régions urbanisées à 90% formées autour des cités minières du Congo démocratique (7 millions d'habitants).

Parmi ces 13 métropoles, Luanda, Kinshasa- Brazzaville et Khartoum auront chacune plus de plus de 5 millions d'habitants en 2020. Ces 23 pôles rassemblent près de 40 millions d'habitants, soit environ 30% de la population urbaine, sur une superficie cumulée qui ne représente que 0,3 millièmes de la superficie totale des 19 pays. Isolés les uns des autres par des régions très peu peuplées, ils constituent ainsi de minuscules territoires discontinus. En effet, leur croissance s'est produite dans des lieux auparavant quasi inhabités ou dans des régions de très faible densité démographique. Même si quelques villes sont de fondation antérieure au début du XX<sup>ème</sup> siècle, ce n'est que dans les années 1960-1980 que leur croissance a décollé de manière vertigineuse. Ainsi, sur l'actuel périmètre des agglomérations de Kinshasa et de Brazzaville vivaient moins de 3 000 habitants en 1920. On en trouve près de 9 millions moins d'un siècle plus tard. Bien qu'en phase de ralentissement, le potentiel de croissance de cet ensemble urbain n'est pas négligeable puisqu'il dépend fortement du fort taux d'accroissement des populations locales et moins significativement des migrations à longue distance. Toutefois, une partie de la croissance récente de Luanda et de Khartoum tient pour beaucoup à leur fonction de ville-refuge au cours des décades passées de conflits.

Carte 2 : Les foyers urbains du XIX<sup>e</sup> siècle en Afrique centrale et orientale



## Les foyers *in-situ* du XXI<sup>ème</sup> siècle : le ‘syndrome belge’

Un des résultats les plus intéressants et inédits de l'étude concerne la formation de très vastes zones en cours d'agglomération là où, sous une pression démographique intense, l'habitat rural dispersé produit un mitage généralisé des campagnes où se côtoie agriculture et habitat. Nous avons pu repérer et mesurer ce processus, qui se généralise non seulement à la périphérie des grandes agglomérations des hautes terres (Addis Abeba et région des Grands Lacs) mais qui s'observe aussi bien dans des zones à vocation agricole où l'on ne trouvait jusqu'en l'an 2000 aucune ville.

L'approche morphologique propre à l'étude a mis en évidence les modes de formation de ces foyers d'urbanisation les plus actuels ainsi que leurs caractéristiques physiques. Schématiquement, trois cas de figure se présentent :

- dans l'ouest du Kenya, deux larges conurbations absorbent à la fois les petits centres urbains existants et des régions fortement agricoles pour former de grands ensembles complexes tant par leur morphologie que leur contenu institutionnel.
- en Ethiopie ou en Tanzanie, c'est surtout la coalescence des hameaux qui favorise l'émergence de nombreuses agglomérations autour de centres secondaires. Au Soudan, les coalescences de villages se produisent sur les territoires économiques valorisés que sont les zones d'agriculture mécanisées de la vallée du Nil.
- dans l'ouest du Cameroun, à Bamenda et Bafoussam, au nord-ouest de la Tanzanie près de Kigoma, au Burundi et au Rwanda, ou encore aux alentours de Jinja en Ouganda, la superficie des villes secondaires augmente progressivement sur des espaces qui se différencient nettement des périphéries résidentielles ou industrielles/ secteur informel, dans la mesure où il s'agit de périphéries agricoles. Ce troisième cas de figure prend aussi la forme d'agglomérations dites extensives qui se développent en dehors de la proximité de centres urbains dans les zones très denses du nord du Rwanda ainsi qu'au nord-ouest de la Tanzanie.

Ce processus d'urbanisation provoque l'apparition soudaine d'agglomérations de taille considérable dont les densités, sur leurs périphéries, peuvent avoisiner 800-1000 habitants/km<sup>2</sup> (Kisii et Kisumu au Kenya), c'est-à-dire sont très supérieures aux densités rurales moyennes. Dans certains cas, par exemple à Mbuji-Mayi (Congo démocratique) ou à Addis Abeba, les grands foyers d'urbanisation du XX<sup>e</sup> siècle évoqués plus haut vont se fondre dans ces nouvelles conurbations. Pour l'instant encore marginale, la part de la population urbaine résultant de ces processus d'urbanisation *in-situ* est en train de s'accroître rapidement dans toutes les régions densément peuplées. Il est ainsi probable que les taux d'urbanisation fassent un bond en avant dans les pays ou régions jusqu'alors les moins urbanisées, selon un processus un peu comparable à ce qui s'est passé en Belgique, c'est-à-dire que de vastes zones s'urbanisent brusquement.

Ces évolutions récentes dans les rythmes et les formes de la croissance urbaine - ainsi que les types d'agglomérations qui en résultent - apparaissent pour l'instant peu intelligibles. Elles ne correspondent pas aux nomenclatures des données officielles et échappent généralement aux approches de l'urbain basées sur la densité. L'urbanisation *in-situ* à l'œuvre dans les pays de l'étude transforme pourtant la vision classique des processus d'urbanisation en Afrique, exigeant un 'déplacement' de perspective, par exemple, dans le sens de la remise en cause déjà ancienne du découpage urbain rural discuté dans d'autres contextes sous la forme notamment du *continuum of density*. En outre, la formation de conurbations ou l'expansion spatiale très rapide des villes secondaires active un phénomène encore marginal en Afrique, le renouvellement du semis urbain par absorption d'agglomérations existantes. Au Kenya, 17 agglomérations, dont la taille variait entre 10 000 et 103 000 habitants en 2000, se fondent aujourd'hui dans les deux conurbations Western et Kisii (voir Fiches pays correspondantes).

Ces évolutions montrent aussi, s'il en était besoin, que la compréhension des formes d'urbanisation est aussi importante que la connaissance des grands indicateurs pour comprendre les dynamiques de l'urbanisation. C'est pourquoi une section du Rapport Général est entièrement consacrée à la description des formes urbaines et des formes d'habitat associées à l'urbanisation *in-situ*.

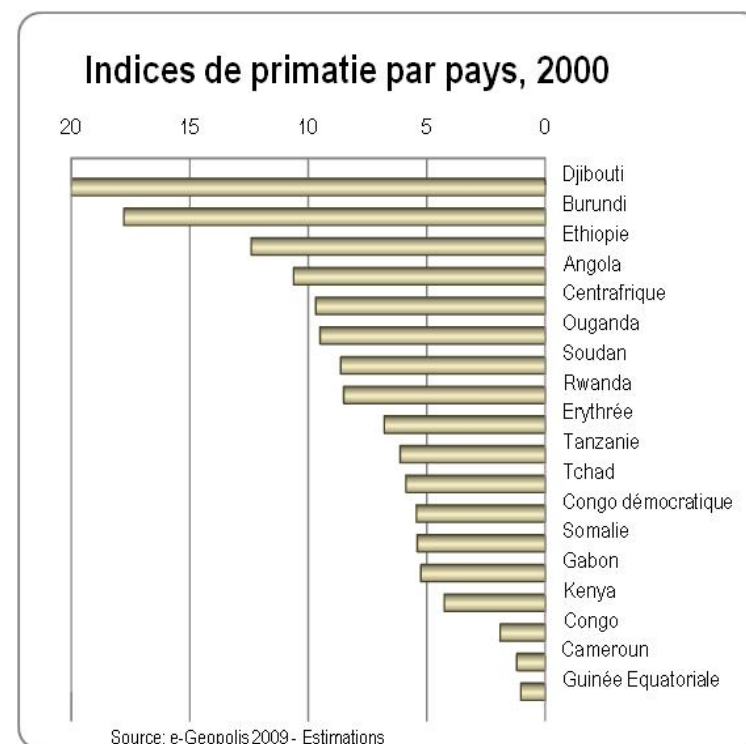
## LES SYSTEMES URBAINS

Le diagnostic porté sur les systèmes urbains s'est appuyé sur l'analyse des continuums des distributions du peuplement – pour l'ensemble des 19 pays et pour chacun des pays. Bien que la formation d'un système urbain transnational puisse être envisagée, en raison de l'artificialité de certaines frontières, des discontinuités géoéconomiques intra-nationales et des vastes mouvements transfrontaliers de population et de marchandises, les systèmes urbains restent définis dans le cadre politique des Etats Nations.

### Le seuil métropolitain et la primatie

L'analyse des distributions des unités de peuplement synthétisées sur une courbe 'rang-taille'<sup>6</sup> révèle qu'une plus grande discontinuité est observée, non pas entre le « rural » et l'« urbain » mais entre les agglomérations primatiales et les agglomérations « intermédiaires ». L'ensemble Afrique orientale et centrale comporte 21 métropoles nationales (17 métropoles primatiales et 4 appartenant à un binôme national) ; il est toutefois dépourvu d'une métropole qui articulerait l'ensemble de la région au reste du monde. En 2010, l'agglomération la plus peuplée, Kinshasa atteint 7,2 millions d'habitants, ce qui la place très bas dans le classement des plus grandes agglomérations du monde. En Afrique même, elle n'arrive qu'au quatrième rang derrière Le Caire, Johannesburg et Lagos. A l'échelle des 19 pays, les données montrent une élévation de la primatie moyenne depuis 50 ans. Dans la plupart des pays, l'indice de primatie est supérieur à la moyenne mondiale qui s'établit à 5.3. Par contre, il est inférieur à 2 en Guinée Equatoriale et au Cameroun car, dans ces deux pays, l'«ensemble métropolitain» est réparti sur deux agglomérations.

Si l'on constate que les fonctions politiques de capitale nationale sont, de loin, le premier facteur de concentration urbaine et de démesure de la primatie, on notera que les pays où la primatie est la moins forte est ceux où la capitale a été construite à l'écart des grands foyers denses de peuplement. C'est le cas du Kenya, du Cameroun, du Congo et de du Congo démocratique. A l'inverse, lorsqu'elle est située au cœur des zones agricoles et historiques, les plus denses du territoire, la primatie est supérieure à la moyenne : Ouganda, Tchad, Soudan et Ethiopie.



<sup>6</sup> Le modèle rang-taille, tiré de la loi de Zipf (1949), classe un ensemble de villes selon leur rang (en abscisse) et leur taille (en ordonnée). Il est utilisé en géographie urbaine comme un descripteur de l'organisation hiérarchique d'un système de villes interdépendantes, à l'échelle d'un pays ou d'une région.

D'autres phénomènes aggravent parfois l'évolution de la primatie : ainsi, en Ethiopie, Āddīs Ābebā se trouve enclavée au centre d'un nouvel Etat (Oromia) qui rassemble à lui seul 37% de la population de l'Ethiopie. Dès le début des années 2000, l'agglomération morphologique débordait déjà de ses limites administratives. Elle forme la partie nord d'une future conurbation qui, si la croissance démographique se poursuit au rythme actuel, s'étalera sur une centaine de kilomètres et aura une population de 7 à 8 millions d'habitants vers 2025.

### **Instabilité de la croissance des villes intermédiaires**

Ces primaties élevées sont bien sûr liées à la croissance et la taille initiale des métropoles nationales mais, en fait, elles dépendent au moins autant du comportement de la ou des villes secondaires prétendant au rang de seconde ville. Or, cette strate de villes secondaires se montre beaucoup moins stable que l'ensemble des grandes métropoles. Le deuxième rang est généralement tenu par des villes différentes selon les époques et, plus on descend dans le continuum de la distribution urbaine, plus l'instabilité de la croissance prédomine. C'est le cas, par exemple, des villes minières. Les croissances les plus stables sont celles des chefs-lieux de divisions administratives mais ceux-ci se stabilisent généralement à des niveaux de taille assez bas, souvent inférieurs à la moyenne nationale.

**A l'inverse des courbes nationales**, la courbe de distribution rang-taille de l'ensemble des agglomérations des 19 Etats d'Afrique centrale et orientale montre un déficit considérable de grandes agglomérations à l'échelle régionale. A l'échelle des pays, les villes secondaires abondent mais leurs phases de croissance sont de courte durée et ne remettent pas en cause la suprématie des métropoles. Ce déficit est classiquement interprété par la géographie urbaine comme un défaut d'intégration du système. Il s'oppose aux distributions nationales des pays qui apparaissent « sur-intégrés » par des métropoles fortement primatiales, on ne peut pas dire que ce soit formé un réseau urbain faisant système à l'échelle sous-régionale.

Les relations entre premières et secondes villes peuvent avoir des implications géopolitiques menaçant l'intégrité des territoires politiques. Ainsi, des tendances à la sécession apparaissent lorsqu'une seconde grande ville menace la première, comme Asmara (Ethiopie/Erythrée) ou au Congo démocratique lors de l'auto-proclamation de l'indépendance du Katanga en 1960. Le manque d'agglomérations intermédiaires stables pourrait ainsi s'expliquer par une réticence des pouvoirs centraux à leur développement. Le Soudan, vaste pays de 40 millions d'habitants, dont le réseau urbain est relativement ancien, dispose d'un ensemble de centres urbains régionaux mais pas d'agglomérations de stature intermédiaire. La croissance très rapide de Juba depuis 1990 préfigure peut-être ce rôle après le référendum prévu pour nov. 2010.

### **Le seuil statistique de l'urbain**

Bien qu'exclu des termes de référence de l'étude, ce seuil ne doit cependant pas être négligé puisque les systèmes urbains étudiés sont en pleine phase de croissance. Les enjeux concernant ce seuil sont également considérables, puisqu'ils mettent en jeu le processus d'urbanisation « par le bas » qui est indispensable au renouvellement de tout système urbain en croissance. Or, du fait de la pression démographique particulièrement intense qui prévaut en Afrique centrale et orientale, cette question est tout aussi cruciale que celle de la métropolisation.

Le seuil de rupture entre sous-systèmes « urbain » et « rural » apparaît à des niveaux très différents selon les systèmes de peuplement. Ainsi, au Gabon, le changement de direction de la courbe apparaît au seuil de 850 habitants tandis qu'au Cameroun (1976) il était de l'ordre de 20 000 habitants. Plus fréquemment, il semble s'établir en Afrique à un niveau légèrement inférieur au seuil de 10 000 habitants qui a été choisi pour la base de données mondiale *e-Geopolis* : entre 8 000

habitants au Niger (*Africapolis, Afrique de l'Ouest*, Rapport AFD 2008), entre 5 500 et 9 000 habitants au Tchad, en Ethiopie et au Soudan. De plus, à l'échelle d'un même système national, ce seuil peut varier dans le temps, quoique dans de moindres proportions.

## QUESTIONS DE DEVELOPPEMENT

Les conclusions de l'étude appellent quelques remarques sur : les différences entre les données *e-Geopolis* et les données officielles mesurant l'urbain, l'effet chef-lieu et l'économie et la gouvernance des agglomérations issues de l'urbanisation *in-situ*. Elles suscitent également quelques points de comparaison avec l'urbanisation dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

### Les écarts avec les mesures officielles de l'urbain

Les mesures officielles de l'urbain, généralement issues des services statistiques nationaux, ne rendent pas compte de plusieurs catégories d'agglomérations identifiées dans cette étude : celles classées rurales ou celles sans existence légale comme les agglomérations extensives, les conurbations et autres ensembles urbains complexes, ainsi que les ensembles urbains frontaliers. La base de données rétrospective de *e-Geopolis* (1950-2020) permet également une bien meilleure mesure diachronique de l'urbanisation que les changements incessants dans les définitions officielles rendent parfois impossible d'un recensement de population à l'autre (notamment au Kenya, Ouganda, Tanzanie). Les taux d'urbanisation *e-Geopolis* sont très inférieurs aux taux officiels dans le cas du Centrafrique (-30 points), l'Angola (-20 points) et du Gabon (-20 points). Ces différences sont essentiellement dues au caractère administratif des définitions officielles en vigueur.

Quant aux données fournies par les Nations Unies, elles sous-estiment fortement l'urbanisation de l'Afrique centrale et orientale. En ne considérant que les centres urbains de plus de 750 000 habitants, les *World Urbanization Prospects* ignorent un tiers des capitales d'Etat, celles du Burundi, Centrafrique, Erythrée, Gabon, Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Principe. Mais c'est surtout l'image des réseaux urbains qui change complètement en prenant en compte les agglomérations du bas des hiérarchies urbaines comme le fait *e-Geopolis*. Ceci est attribuable : à la taille très modeste de certains pays où la taille médiane des agglomérations reste basse (Rwanda et Burundi), au déséquilibre des réseaux urbains au détriment des agglomérations secondaires (Gabon, Ouganda, Angola) ainsi qu'au rôle des petites villes (Ethiopie). Les données plus complètes du *Demographic Yearbook* (+100 000 habitants) laissent tout de même de côté 1 050 agglomérations et leurs 26 millions de résidents.

### L'effet chef-lieu

L'effet chef-lieu (administrations et collectivités territoriales) apparaît ambivalent. Il ne suffit pas toujours à créer des agglomérations au seuil *e-Geopolis* (Tchad, Kenya, Ethiopie, Gabon), bien que dans certaines zones sous-peuplées comme le nord du Kenya ou d'habitat dispersé comme au Burundi, ces petits centres ont des fonctions certaines (économiques et administratives) et se distinguent du reste des établissements de peuplement. Un certain nombre de chefs-lieux ont également un potentiel de croissance lorsqu'ils sont les seuls endroits à offrir des services créateurs d'emplois et de marchés (Gabon). L'hypothèse est que nombre d'agglomérations, là où l'effet chef-lieu est inopérant, ont des croissances modérées sur le long terme ; elles vivent en métropoles régionales ou en villes secondaires « incomplètes ».

La création récente d'Etat fédéraux, en Ethiopie et en Somalie, pose aussi la question de la croissance éventuelle de ces agglomérations-capitales pour la plupart de taille modeste. Mais en Somalie, on aurait plus affaire à l'effet structurant sur le réseau urbain d'une situation de chaos politique qu'un effet institutionnel de création de nouvelles capitales.

### **Guerres et conflits**

Les guerres, massacres, guérillas et conflits armés locaux ont en effet tendance à favoriser la croissance urbaine, non seulement en Somalie mais aussi dans le nord de l'Ouganda, la façade ouest de l'Angola, le Rwanda, le Burundi, le Congo démocratique et le Congo. Les conflits et crises politiques ont en effet durablement affecté la démographie en Afrique centrale et orientale au cours des trente dernières années, en étant à l'origine de déplacements de population locaux, nationaux et internationaux, temporaires ou de long terme, qui se répercutent sur les dynamiques urbaines. Deux grands effets ont ainsi été repérés sur les réseaux urbains: le premier est l'émergence de petites agglomérations sur les zones frontalières, issues des camps de réfugiés pérennes et qui présentent un potentiel d'intégration économique régionale par les économies urbaines ; le second est un renforcement des agglomérations secondaires là où le nombre de déplacés internes a été très élevé (Angola, Soudan, Ouganda). Enfin, les grandes métropoles ont également une fonction de ville refuge. Cette croissance urbaine produit une d'urbanisation sans développement comme en témoignent l'expansion de périphéries peu aménagées et dépourvues de services à Luanda et de Khartoum, les villes secondaires du nord de l'Ouganda ou les agglomérations champignons nées des camps de réfugiés aux frontières du Congo démocratique ou du Sud Soudan.

Sans oublier les circonstances dramatiques dans lesquelles ils apparaissent, les déplacements liés aux conflits s'insèrent sur le long terme, au moins depuis le XIXème siècle, dans un ensemble de déplacements de grande ampleur. La grande mobilité des populations fut volontaire ou imposée : mouvements migratoires de colonisation agricole et territoriale, regroupement à l'intérieur et l'extérieur de territoires politiques préconfigurés sur un mode « apartheidien », regroupement local en agglomérations de peuplement, politiques socialistes de villagisation dans les années 1970 en Tanzanie et Ethiopie, déplacements puis réinstallation de millions de réfugiés et de déplacés depuis la fin des années 1950. La forte croissance urbaine se produit notamment dans les zones les plus denses du Nord du lac Tanganyika (Rwanda, Burundi et Kivu), dans un espace d'insécurité et de surpopulation qui forme également un espace de forte circulation des populations depuis la période précoloniale.

### **Economie et gouvernance des conurbations et des agglomérations de l'urbanisation *in-situ***

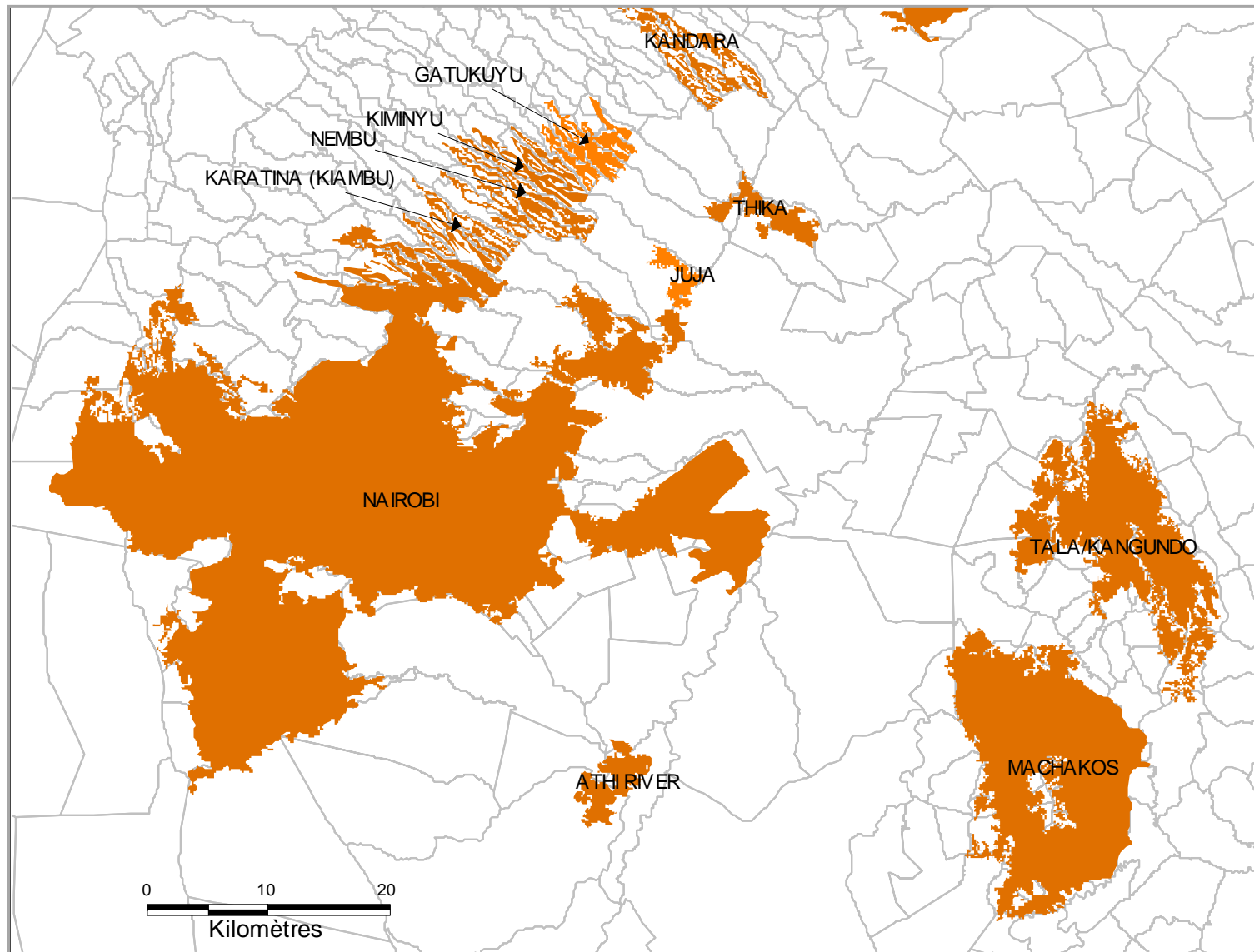
Les conurbations et les agglomérations issues de l'urbanisation *in-situ* en Afrique centrale et orientale sont complexes, du fait d'une triple hétérogénéité : morphologique, économique et territoriale/ administrative. En effet, les zones agglomérées sur la configuration habitat espace/ fortes densités sont essentiellement des zones agricoles, en particulier d'agriculture commerciale (Kenya, Soudan, Cameroun). Contrairement aux régions de peuplement regroupé où le développement de villages et des bourgs agricoles repose sur l'installation de populations travaillant dans les services, l'administration ou l'industrie, les processus d'agglomération en Afrique centrale et orientale procèdent surtout du morcellement des exploitations agricoles paysannes sur des terres de peuplement souvent ancien et sur l'extension des marges agricoles. C'est surtout la pratique de l'agriculture qui, dans des sociétés conservant le principe de l'habitat espacé, génère des processus d'agglomération *in-situ* incontrôlés. Dans l'ouest du Kenya, on se trouve en présence d'une forme de peuplement hybride, où l'agriculture reste l'activité prépondérante, où la densité est trop élevée pour être rurale mais trop faible pour une agglomération de cette taille. On aurait donc affaire à des 'conurbations' autant qu'à des 'conurbations'.



En outre, les critères administratifs ne suivent que partiellement la formation de ces agglomérations (par extension des limites administratives) ou bien les ignorent. L'étendue de ces nouvelles formes urbaines pose donc la question de leur gouvernance. A cet égard, si la pauvreté des statistiques contraint parfois à la prudence lorsqu'il s'agit de la démographie des villes, l'observation de la morphologie des agglomérations constitue un outil efficace pour prévoir les scénarios futurs. Par exemple, au Kenya, la conurbation dite Western, forte de 4 millions de personnes estimés en 2010, qui s'étale sur 4 200 km<sup>2</sup> au nord de Kisumu, traverse 2 provinces, 5 districts et absorbe 13 agglomérations sous trois statuts territoriaux différents. Au Cameroun, dans les hautes terres de la région de Bafoussam, où les sociétés sont centralisées en chefferies, le périmètre officiel de la ville redéfini en 1999 englobait déjà deux autres chefferies (Bamougoum et Baleng) ; mais il est probable que l'agglomération identifiée par e-Geopolis absorbe d'autres chefferies sur des espaces considérés ruraux (communes rurales) exerçant chacune leurs compétences territoriales, compliquant l'équilibre des forces (administration centrales – chefferies) agissant sur la gestion urbaine.

D'un point de vue prospectif, il est également important de noter que les conditions de l'étalement urbain ne sont jamais homogènes à l'échelle des 360 degrés de la périphérie d'une grande ville. Nairobi, située entre deux régions très différentes sur le plan du peuplement, de la géographie et des structures agricoles, en constitue un exemple. Ces différences entraînent des conséquences considérables sur leur étalement et leur forme, et donc sur leur contenu institutionnel et économique.

*Carte 3. La tache urbaine de Nairobi (Kenya) en 2009*



## Points de comparaison avec l'Afrique de l'Ouest

1 - Les taux d'urbanisation sont moins élevés en moyenne en Afrique centrale et orientale mais cela signifie aussi un potentiel d'urbanisation plus élevé. Les grandes métropoles ouest africaines ont un potentiel de croissance moins fort parce que leur taux d'accroissement naturel est moins élevé.

2 - En Afrique de l'Ouest, l'incidence de la démographie sur l'urbanisation est beaucoup moins prononcée du fait, en particulier, d'une répartition plus homogène de la population et de la prépondérance des formes d'habitat groupées. L'urbanisation *in-situ* s'y produit essentiellement par la croissance des petites villes et le passage d'établissements ruraux au seuil de l'urbain. Dans les 19 pays d'Afrique centrale et orientale, contrairement à l'Afrique de l'ouest ou aux situations classiques de l'exode rural, la croissance des grandes villes (anciennes) ne vide pas les campagnes.

4 - Les résultats de cette étude confirment globalement les tendances observées en Afrique de l'Ouest (et ailleurs comme en Egypte) selon lesquelles la croissance urbaine n'est que partiellement alimentée par l'exode rural, et dans des configurations de peuplement spécifiques. Dans certains pays, comme l'Ethiopie, la Tanzanie ou le Burundi, la mobilité, ralentie par plusieurs décades de politiques ruralistes ou de développement régional pourrait reprendre et bénéficier plus aux villes secondaires qu'aux métropoles. En Ethiopie aussi, la fragilisation du milieu naturel et la parcellisation des terroirs agricoles incitent les migrations locales et régionales vers les villes

3 - Second aspect de la démographie, les déplacements de population coercitifs n'ont pas leur équivalent historique dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

5 – Les espaces frontaliers participent beaucoup plus aux dynamiques urbaines en Afrique centrale et orientale qu'en Afrique de l'Ouest, et voient l'apparition de grandes agglomérations et ensembles complexes. En particulier, certains d'entre eux jouent un rôle d'interface essentiel de régulation des mouvements de population nés des conflits de grande ampleur, et constituent alors autant de nouveaux foyers d'urbanisation en croissance rapide. Les agglomérations frontalières sont en outre plus nombreuses et trois d'entre-elles concernent des capitales (Ndjaména – Kousséri, Kinshasa – Brazzaville, Bangui-Zongo). Le phénomène est très actif. Par exemple, une grosse agglomération se développe entre Goma (Congo démocratique) et Gisenyi (Rwanda) le long du lac Tanganyika dans une zone très perturbée par les déplacements de population après 1994. Au Burundi, Bujumbura s'étale largement sur le pourtour du lac Tanganyika, notamment vers le nord-ouest en direction de la frontière avec le Congo démocratique.

## RECOMMANDATIONS

L'analyse des résultats de cette étude suscite deux types de recommandations s'adressant aux interventions de politiques et à l'approfondissement de thèmes nouveaux, essentiels à une meilleure compréhension des conséquences des dynamiques d'urbanisation dans les 19 pays.

1- Les politiques de développement devraient soutenir la croissance des pôles régionaux par des politiques de financement adaptées, afin de renforcer la catégorie de villes relais entre la capitale et les petites villes. Cependant, il faut avoir conscience que cette stratégie comporte un risque lorsque les Etats ne sont pas assez forts : l'émergence de grandes métropoles régionales peut ainsi entraîner des velléités séparatistes de leurs hinterlands. Reste que, à l'opposé, la décentralisation et la création de chefs-lieux administratifs ne semblent pas répondre à tous les besoins en la matière.

- 2- L'émergence de nouveaux foyers d'urbanisation *in-situ* appelle à multiplier les angles d'approche de la ville et de l'urbain, ceci afin de répondre aux besoins en infrastructures et en services. Une partie des municipalités et des collectivités locales révisent leurs limites administratives selon le développement du bâti mais cela n'est pas toujours le cas. De plus, sauf exception, les définitions officielles de l'urbain laissent de côté tout ou partie de ces zones alors que les expansions se font sans les aménagements et services nécessaires à ce niveau de densification de la population (jusqu'à 500-700 habitants/km<sup>2</sup> voire 2 000 et 4 000 habitants/km<sup>2</sup> au Congo démocratique). Dans la plupart des cas, les compétences territoriales des collectivités locales (fourniture des infrastructures et services, définition de politiques de mobilité) devront être définies à l'échelle des conurbations.
- 3- Une des conséquences des formes d'urbanisation *in-situ* en Afrique centrale et orientale est de déplacer la réflexion sur les besoins de financement. Dans certains pays, la réponse à la pression démographique a été le regroupement de population, les déplacements sur les fronts pionniers ou la villagisation, réponses dont les limites résident dans la pression démographique intense et le coût humain et économique de ces approches.
4. Les questions à explorer tiennent au contenu socio-économique des agglomérations et des conurbations (notamment : la place de l'agriculture) ainsi que leurs relations à leur environnement. On sait par exemple encore très peu de choses sur les migrations pendulaires à cette échelle d'observation en Afrique. Il en va de même pour les relations entre les éléments formant les conurbations alors que ces thèmes de recherche sont classiques dans le reste du monde (Europe, Asie).
5. Enfin, sur le plan des outils d'analyse, il est essentiel de soutenir la réalisation et surtout la publication des recensements de population dans les pays récemment sortis des périodes de conflit (Angola).

## Annexe au résumé

**Tableau 1 : Evolution des taux d'urbanisation par pays, 1950-2020**

	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010e	2020e
Angola	5,31%	7,94%	13,78%	20,14%	27,33%	36,14%	47,61%	49,35%
Burundi	0,93%	1,81%	2,75%	5,17%	7,34%	8,42%	9,79%	10,56%
Cameroun	13,38%	11,47%	19,13%	27,31%	36,76%	46,09%	52,21%	55,45%
Centrafrique	3,42%	11,23%	20,50%	24,31%	28,21%	30,04%	32,83%	34,96%
Congo	15,07%	19,96%	32,91%	49,57%	59,20%	64,91%	69,81%	72,10%
Congo démocratique	4,54%	12,31%	24,00%	26,43%	32,14%	33,82%	39,75%	41,97%
Djibouti	92,73%	50,26%	47,10%	35,97%	63,16%	68,67%	69,42%	70,13%
Erythrée	11,53%	12,03%	17,93%	15,82%	15,40%	26,19%	24,26%	22,94%
Ethiopie	2,68%	3,39%	6,11%	7,56%	8,39%	10,84%	12,88%	14,61%
Gabon	2,54%	10,22%	19,77%	30,09%	52,48%	63,18%	65,43%	67,26%
Guinée Equatoriale	24,82%	23,70%	24,56%	25,10%	25,75%	28,26%	30,47%	33,05%
Kenya	—	6,68%	8,63%	13,19%	16,41%	43,89%	45,27%	46,21%
Ouganda	0,82%	2,86%	5,11%	5,47%	8,35%	12,61%	14,06%	14,13%
Rwanda	1,19%	0,00%	1,89%	4,19%	5,44%	14,65%	22,89%	28,74%
Sao Tomé et Principe	0,00%	0,00%	26,55%	32,92%	35,77%	37,54%	39,15%	40,34%
Somalie	6,33%	8,58%	11,40%	9,09%	16,69%	23,19%	29,96%	32,76%
Soudan	6,34%	8,09%	13,32%	16,73%	21,81%	26,75%	33,09%	37,49%
Tanzanie	2,49%	4,28%	5,83%	10,40%	13,24%	18,29%	26,02%	29,62%
Tchad	2,61%	4,94%	9,77%	13,48%	16,82%	18,13%	21,68%	23,46%

Source : e-Geopolis 2010

Note: les données pour 2010 et 2020 sont des estimations

## REMERCIEMENTS



**Agence Française de Développement (AFD)**

Eric Jourcin  
Emmanuelle Roumegous  
Sarah Lahmani

**Agence Nationale de la Recherche (ANR)  
Programme Corpus et Bases de Données, 2008)**

**Google.org Fund (Tides Foundation)**

Soutien au développement de la géo-visualisation de la base de données (2009)

**Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)**

**Université de Paris 7-Denis Diderot  
Laboratoire SEDET**

**Indologic**  
Myra Borie

**International Livestock Research Institute (ILRI)  
GIS Services**

**Equipe e-Geopolis**  
Cathy Chatel  
Georges Yang

